En hausse

TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES – Le projet a franchi une étape, mardi 16 octobre. Neuf pays ont envoyé une lettre à la Commission européenne, de quoi déclencher une procédure de coopération renforcée. Un accord est espéré d'ici à la fin de l'année. – *(AFP.)*

En baisse

BARCELONE – L'agence d'évaluation financière Standard & Poor's a abaissé, mardi 16 octobre, la note de la province de Barcelone pour l'aligner sur celle de l'Espagne, dégradée le 10 octobre à BBB –, à seulement un cran de la catégorie des emprunteurs à risque.

Les cours du jour (17/10/12, 09h51)

EURO	1 euro	**1,3096** dollar (achat)
OR	Once d'or	**1746,5** dollars
PÉTROLE	Light Sweet Crude	**92,38** dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	**2,11** (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	**1,74** (à dix ans)

Le chantier de la supervision bancaire patine

Le sujet sera au cœur du Conseil européen des 18 et 19 octobre qui espère lui donner une nouvelle impulsion

Bruxelles
Bureau européen

Le chantier de la supervision des banques de la zone euro donne lieu à un rapprochement inédit depuis le début de la crise des dettes : l'Allemagne s'est associée ces derniers jours aux pays non membres de l'Union monétaire, Royaume-Uni en tête, pour réorienter le projet, au risque d'en retarder le lancement.

Cette alliance de circonstance embarrasse le sud de la zone euro, dont l'Italie, l'Espagne et la France, à la veille du Conseil européen des 18 et 19 octobre, à Bruxelles, où chefs d'Etat et de gouvernement vont chercher à rapprocher leurs points de vue sur cette question.

L'objectif reste de placer au plus vite la Banque centrale européenne (BCE) au cœur de la supervision afin de mieux traiter la crise bancaire qui aggrave les difficultés des maillons faibles de la zone euro, à commencer par l'Espagne.

La mise en place d'un tel dispositif est en effet la condition posée par Angela Merkel, la chancelière allemande, pour autoriser les fonds de secours de la zone euro à recapitaliser directement les banques en difficulté. Plutôt que de faire transiter cette aide par les caisses de l'Etat, et de creuser davantage la dette de pays comme l'Espagne, au bord de l'asphyxie. Mais cette perspective prend du retard, tant les divergences demeurent fortes.

L'Allemagne joue la montre En juin, chefs d'Etat et de gouvernement avaient esquissé un calendrier jugé ambitieux, afin de boucler le projet d'ici à la fin de l'année. Mais l'échéance est jugée trop précipitée par Berlin, contre l'avis de Paris. *« Il faut toujours essayer de tenir le calendrier qu'on s'est fixé, toujours ! »*, a plaidé Bernard Cazeneuve, le ministre délégué aux affaires européennes, lors d'une réunion avec ses homologues, vendredi 12 octobre, au Luxembourg.

L'Allemagne entend de surcroît limiter le contrôle aux plus grands établissements. Pour elle, les Landesbanken, les banques régionales allemandes, doivent bénéficier de dérogations, et la BCE ne sera jamais prête à temps. Michel Barnier, le commissaire européen en charge des services financiers, suggère, avec le soutien des pays pressés d'agir vite, d'avancer par étape, en commençant par les banques espagnoles placées sous assistance. Pour lui, la supervision doit être en partie déléguée aux superviseurs nationaux, mais elle doit à terme concerner la plupart des établissements, même ceux de taille moyenne, comme Bankia, ou Dexia, dont la défaillance présente un éventuel risque systémique.

Les pays non membres de l'euro veulent peser Hormis le Royaume-Uni, de nombreux pays non-membres de la zone euro souvent candidats à la monnaie unique souhaitent participer au dispositif de supervision. Mais avant de rejoindre le projet, Pologne, Suède ou Danemark exigent de pouvoir être associés de façon pleine et entière aux décisions du comité de supervision des banques qu'il est prévu de créer au sein de la BCE.

Gros problème, cette entité devra en référer au Conseil des gouverneurs de l'institut de Francfort, dont les prérogatives et les règles de vote – ancrées dans les traités européens – ne prévoient pas la participation de pays non membres de l'euro. D'après une récente étude des juristes du Conseil européen, vue par *Le Monde*, *« il n'est pas possible d'attribuer à ces Etats membres une telle participation par le biais d'une législation secondaire »*.

Autre difficulté : le fonctionnement de l'Autorité de régulation du secteur bancaire à Vingt-Sept. Elle doit rester en place, mais les Britanniques réclament de nouvelles règles de vote en son sein, pour échapper à la domination des dix-sept pays de la zone euro. Londres, et les capitales non euro disposent d'un puissant levier dans la mesure où la législation plaçant la BCE au cœur de la supervision doit être adoptée à l'unanimité des Vingt-Sept.

La recapitalisation directe des banques fait peur aux pays notés triple A C'est l'étape d'après, mais sa mise en place suscite déjà une belle empoignade. L'Allemagne, les Pays-Bas et la Finlande veulent que la recapitalisation directe des banques s'accompagne certes de leur supervision mais aussi d'autres contraintes. Avec un objectif : éviter la multiplication des plans d'aide, alors que l'Irlande, mais aussi le Portugal et la Grèce songent à bénéficier du dispositif imaginé pour voler au secours des banques espagnoles. *« Il n'y a pas de raison de ne pas être traité sur un pied d'égalité »*, argue un représentant grec.

L'Allemagne refuse de régler l'ensemble des problèmes hérités du passé dans les pays en difficulté. Pour elle, l'intervention des fonds de secours ne doit concerner que les difficultés actuelles ou futures. Un point de vue que conteste le sud de la zone euro.

La discussion sur les autres piliers de l'union bancaire se profile Un fonds mutualisé de sauvetage des banques et un dispositif européen de garantie des dépôts. Dans les deux cas, l'Allemagne craint toute forme de mutualisation des risques. Ses réticences incitent ses partenaires à la prudence. Mais la Commission européenne envisage d'avancer en 2013 dans cette direction. Certains pays, comme le Luxembourg, dont le secteur bancaire est surdimensionné, ne veulent pas transférer la supervision à Francfort sans être assurés de progrès rapides dans ces domaines. ■

PHILIPPE RICARD

La chancelière allemande, Angela Merkel, et José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, le 11 octobre à Berlin. MARKUS SCHREIBER/AP

L'Allemagne veut protéger ses Landesbanken

L'ALLEMAGNE a eu beau porter le projet d'union bancaire européenne, la voilà aujourd'hui sur la retenue. Berlin souhaite avancer à petits pas pour faire émerger la supervision bancaire européenne sous l'égide de la Banque centrale européenne (BCE), quand la Commission souhaite la voir progressivement démarrer au 1er janvier 2013, pour finalement couvrir 6 000 banques de la zone euro au 1er janvier 2014.

Pour Berlin, ce n'est pas le calendrier qui compte, mais la qualité du dispositif. *« Rien que la BaFin* [le régulateur allemand] *emploie plus de 1 000 personnes pour 1 600 banques*, juge-t-on à Berlin. *La BCE n'a encore embauché personne. Cela va tout simplement prendre du temps. »*

Cette position agace d'autres capitales européennes. *« Les Allemands font semblant de ne pas comprendre que ce système sera très décentralisé, qu'une grande partie du travail sera fait par les régulateurs nationaux sous la responsabilité de la BCE »*, pointe un régulateur. Ce à quoi Berlin réplique en expliquant qu'établir une structure déléguant sur le terrain le travail aux autorités nationales, ce n'est pas créer une véritable autorité de supervision.

« L'argument caché de l'Allemagne, c'est la résistance politique au projet, à cause de la forte connexion entre ses banques régionales [Landesbanken] *et les collectivités locales »*, dénonce un responsable monétaire. Berlin n'aurait pas très envie de voir un regard étranger se mêler de ces établissements locaux. Or, *« vu les problèmes qu'ont déjà eus ces établissements, on peut considérer qu'il est plus que temps de ne plus avoir uniquement un superviseur allemand sur ces banques »*, juge un fonctionnaire européen.

Les Landesbanken appartiennent aux Länder et aux fédérations de caisses d'épargne. Sources de prestige et de puissance pour les régions allemandes, elles s'étaient lancées dans de très risqués investissements avant la crise. Avant, souvent, de se brûler les ailes. A Berlin, on nie l'existence de cadavres dans les Landesbanken : *« Ces accusations sont vides, les banques ont été nettoyées. »* ■

CLÉMENT LACOMBE ET BLANDINE MILCENT (À BERLIN)

Madrid tente d'orchestrer un « sauvetage virtuel » pour échapper au diktat de l'Europe

Mardi 16 octobre, l'agence de notation Moody's a décidé de ne pas dégrader la note de l'Espagne au rang d'« obligation pourrie »

L'Espagne est prête. Mais elle n'ira pas. Enfin peut-être pas. En tout cas pas tout de suite. Le suspense sur l'aide financière que le pays surendetté pourrait demander à ses partenaires européens a franchi un nouveau seuil, mardi 16 octobre.

Dans l'après-midi, l'agence Bloomberg affirmait que l'un des principaux blocages à cette assistance, attendue fébrilement par les marchés, était levé. L'Allemagne, qui jusqu'ici rechignait à faire un nouveau chèque pour un Etat malade de la zone euro, était *« ouverte »* à l'octroi d'une ligne de crédit à Madrid par le Mécanisme européen de solidarité (MES).

La veille, une source proche du ministère des finances espagnol laissait pourtant entendre que le pays n'avait pas besoin d'une telle aide. *« Ce que vous appelez sauvetage est un programme d'achat de dettes par la Banque centrale européenne* [BCE] *sur le marché secondaire* [celui de la revente de titres émis], indiquait cette source. *Pour qu'il n'y ait pas de critiques à ce que fait la BCE, il est demandé* [au pays] *de signer un programme d'engagements, un Memorandum of Understanding (MoU), qui pose des conditions strictes. »*

Le pays débattrait en ce moment des conditions de ce MoU. Imposer plus d'austérité est jugé dangereux politiquement, socialement et économiquement. Le pays a déjà opéré des coupes franches dans ses finances publiques. Et les experts, notamment au Fonds monétaire international (FMI), s'inquiètent de leurs effets récessifs plus élevés que prévu.

Coup de « poker »

Pour ne pas tomber dans une spirale récessive, l'Espagne pense avoir un allié à Washington. *« La BCE voudrait que le FMI soit impliqué dans la conception du MoU, ce qui est positif car le FMI a une analyse différente. Il considère que l'important est la trajectoire des réformes et non pas les délais pour respecter les objectifs de réduction du déficit »*, signale notre source.

En résumé, l'Espagne se met en position d'accepter un soutien dont les contreparties ne seraient pas destructrices pour son économie. Tout en martelant que le pays n'a pas besoin d'assistance.

Le défi est ainsi de faire baisser les taux de ses emprunts en s'en tenant à des paroles et des actes (plan de rigueur, réformes...). A Madrid, on appelle cela *« un sauvetage virtuel »*.

« Le gouvernement joue au poker, décrypte l'économiste Jesus Gonzalez Mateo. *Il fait tout pour avoir cette aide mais espère bien ne jamais la demander. »* Pour le premier ministre conservateur, Mariano Rajoy, ce serait la *« puntilla »*, dit-il, ce coup fatal infligé avec un poignard au taureau lors des corridas.

« Demander l'aide, c'est presque devenu de la sémantique pour l'Espagne », observe Edwin Truman du Peterson Institute à Washington. Le pays est déjà sous surveillance de l'Europe, note cet expert en crises de dettes souveraines, et remplit des conditions strictes pour redresser ses finances.

Reste à convaincre les marchés de ne pas s'affoler. Au moins jusqu'à ce que Madrid ait pu négocier les conditions d'une aide éventuelle et laissé passer les élections régionales en Galice, le 21 octobre.

Les fuites récentes laissent penser qu'on cherche à rassurer, et à gagner du temps. Le « timing » de cette *« communication informelle »* ne doit rien au hasard, pensent les experts de Deutsche Bank dans une note du 16 octobre, soulignant que le pays est à l'avant-veille d'une émission obligataire.

Pour apaiser les marchés, Madrid a aussi eu un coup de main de Moody's, dont on attendait depuis plusieurs semaines qu'elle dégrade la note du pays au rang d'« obligation pourrie » : mardi soir, l'agence de notation a indiqué qu'elle n'en ferait rien – dans l'immédiat –, maintenant son évaluation à « Baa3 ».

Mais *« les investisseurs seront-ils dupes très longtemps ? »*, s'interroge Gaël Giraud de l'Ecole d'économie de Paris. ■

CLAIRE GATINOIS ET SANDRINE MOREL (À MADRID)

europa
EL PAIS · the guardian · gazeta · LA STAMPA · Süddeutsche Zeitung · Le Monde

COMMENT GUÉRIR L'EUROPE ?

« La sortie de crise de l'euro, nous en sommes près, tout près »

PATRICK SWIRC/MODD'S POUR « LE MONDE »

A la veille du conseil européen des 18 et 19 octobre à Bruxelles, le président François Hollande a répondu, à l'Elysée, aux questions des six journaux qui réalisent conjointement *Europa*.

L'Union européenne (UE) a été récompensée par le prix Nobel de la paix à la veille d'un nouveau conseil européen, auquel vous participez, destiné une fois de plus à tenter de sauver l'euro. Ce choix vous confère à tous une responsabilité supplémentaire. Comment allez-vous sauver l'Europe ?

L'attribution du prix Nobel à l'UE est à la fois un hommage pour le passé et un appel pour l'avenir. L'hommage, il est adressé aux pères fondateurs de l'Europe, capables d'avoir réussi la paix au lendemain d'un carnage. L'appel, il est lancé aux gouvernants de l'Europe d'aujourd'hui, pour qu'ils soient conscients qu'un sursaut est impérieux.

Sur la sortie de la crise de la zone euro, nous en sommes près, tout près. Parce que nous avons pris les bonnes décisions au sommet des 28 et 29 juin et que nous avons le devoir de les appliquer, rapidement. D'abord, en réglant définitivement la situation de la Grèce, qui a fait tant d'efforts et qui doit être assurée de rester dans la zone euro. Ensuite, en répondant aux demandes des pays qui ont fait les réformes attendues et qui doivent pouvoir se financer à des taux raisonnables. Enfin, en mettant en place l'union bancaire. Je veux que toutes ces questions soient réglées d'ici à la fin de l'année. Nous pourrons alors engager le changement de nos modes de décision, et l'approfondissement de notre union. Ce sera le grand chantier au début de l'année 2013.

Ces pays qui ont fait des efforts, précisément, avec des sacrifices lourds pour la population, ne voient pas d'amélioration. Combien de temps pensez-vous qu'ils pourront tenir sans changement de stratégie pour relancer la croissance ?

J'ai voulu, depuis mon élection, que l'Europe se donne comme priorité la croissance sans remettre en cause le sérieux budgétaire, rendu indispensable par la crise des dettes souveraines. Si nous ne donnons pas un nouveau souffle à l'économie européenne, les mesures de discipline ne pourront trouver de traduction effective. Le retour de la croissance suppose de mobiliser des financements à l'échelle de l'Europe, mais aussi d'améliorer notre compétitivité, et enfin de coordonner nos politiques économiques. Les pays qui sont en excédent doivent stimuler leur demande intérieure par une augmentation des salaires et une baisse des prélèvements, c'est la meilleure expression de leur solidarité. On ne peut pas infliger une peine à perpétuité à des nations qui ont déjà fait des sacrifices considérables, si les peuples ne constatent pas, à un moment, les résultats de leurs efforts. Aujourd'hui, ce qui nous menace, c'est autant la récession que les déficits !

Comment comptez-vous surmonter le clivage qui subsiste entre les partisans de l'austérité et ceux de la croissance ?

Il appartient à la France, parce que c'est un grand pays de l'Union, de porter ce compromis entre le désendettement et la croissance afin de changer la perspective.

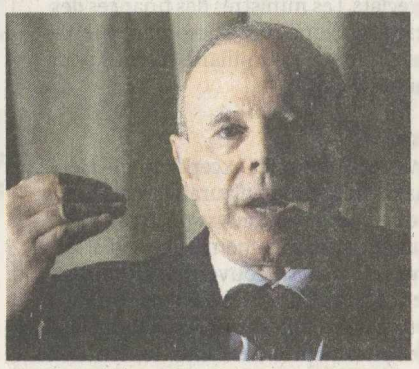
Lire la suite page III

Classes moyennes : la chute

Des fins de mois difficiles à boucler, la queue à l'agence pour l'emploi, les grands enfants qui reviennent vivre à la maison. La crise au quotidien. PAGES VII À IX

Le monde et nous

Michael Bloomberg, Guido Mantega, Cui Hongjian : vue du Nouveau Monde, l'Europe a multiplié les erreurs mais garde de sérieux atouts. PAGES X-XI



Relooker l'euro

« L'euro est mal barré » : et si on l'allégeait d'une barre ? Les idées des agences de publicité pour nous faire à nouveau aimer la monnaie unique. PAGE XI

Le Monde
Jeudi 18 octobre 2012

EN TROIS ANS, UNE HÉCATOMBE DE DIRIGEANTS

Le 22 février 2009, à Berlin, réunion préparatoire des membres européens du G20. REUTERS

DEUX SOMMETS, une seule zone euro, toujours la même crise, mais deux photos de famille radicalement différentes. Entre la réunion des membres européens du G20 le 22 février 2009 à Berlin et le sommet du 28 juin 2012 à Bruxelles, la crise a provoqué une saignée chez les chefs d'Etat et de gouvernement.
Oublié le socialiste Georges Papandréou, star malgré lui de nombre de sommets : le premier ministre grec a dû céder sa place, en novembre 2011, au technocrate Lucas Papademos, après sa décision ultra-controversée de soumettre un accord européen à référendum ; M. Papademos sera lui-même remplacé par le leader de la droite modérée, Antonis Samaras, en juin 2012.
Oublié Silvio Berlusconi, éjecté de son poste par le feu roulant des marchés en novembre 2011 et contraint de céder sa place à Mario Monti.
Oublié l'Espagnol José Luis Rodriguez Zapatero, dont le Parti socialiste a été laminé par le Parti populaire de Mariano Rajoy, en novembre 2011. Oublié, bien sûr, Nicolas Sarkozy, remplacé par François Hollande.
Au Danemark, la gauche est revenue au pouvoir en septembre 2011, chassant le premier ministre Lars Loekke Rasmussen.
Reste un acteur-clé encore et toujours là, figure incontournable des négociations et au cœur de bien des intrigues : Angela Merkel, la chancelière allemande.
Mais elle non plus n'est pas à l'abri des échéances électorales : rendez-vous à l'automne 2013. ■

Le 28 juin à Bruxelles, sommet européen. SEBASTIEN PIRLET/REUTERS

Chronologie de la crise

2009

Octobre
A Athènes, le socialiste Georges Papandréou, tout juste arrivé au pouvoir, découvre que le précédent gouvernement de centre-droit a maquillé les comptes de la Grèce pour cacher des déficits publics galopants. Des dérapages qui vont perdurer, encore et encore.
Herman Van Rompuy, le tout nouveau et premier président permanent du Conseil européen, souhaite que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne se réunissent bien plus souvent que quatre fois par an, comme c'est l'usage. Un moyen pour lui de s'imposer dans ce nouveau rôle. Et jamais il n'aurait pu trouver meilleure occasion d'imposer son idée...

2010

11 février
Coup d'envoi d'une incalculable série de « sommets d'urgence ». Les Etats membres de l'union monétaire s'engagent solennellement à prendre *« des mesures déterminées et coordonnées, si nécessaire, pour préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble »*. Ce sera loin d'être la dernière fois que de telles promesses seront formulées... Mais tout plan d'aide à un Etat en difficulté reste interdit – *« Nein »*, répète Berlin. A la place, l'Allemagne veut davantage de rigueur budgétaire dans les seize autres Etats membres de l'union monétaire.

25 mars
Un sommet d'urgence, un de plus. Mais la Grèce est désormais devenue insolvable, les taux d'intérêt auxquels elle emprunte sur les marchés financiers s'envolent jusqu'à atteindre le niveau ahurissant de 10 %, poussant le déficit budgétaire à 13 % du produit intérieur brut (PIB). Un plan d'aide ? *« Nein »*, répète Berlin. A la place, l'Allemagne veut encore et toujours davantage de rigueur budgétaire dans les seize autres Etats membres de l'union monétaire.

2 mai
Le tabou d'un éventuel plan d'aide vole en éclats. Les ministres des finances des Etats de la zone euro s'accordent sur une enveloppe de 110 milliards d'euros pour sauver la Grèce.

7 mai
Encore un sommet exceptionnel – Herman Van Rompuy n'aurait jamais pu croire que sa manœuvre porterait ses fruits aussi rapidement... Cette fois, les chefs d'Etat et de gouvernement ordonnent à leurs ministres des finances de se réunir à Bruxelles pour échafauder les contours du premier fonds de secours de la zone euro.
Aux premières heures du lundi suivant, le 10 mai, leur communiqué surpasse toutes les attentes : les Etats de l'union monétaire s'engagent sur une enveloppe de 440 milliards d'euros. Et comme la Commission européenne et le Fonds monétaire international rajoutent au pot, 750 milliards d'euros pourront éventuellement être utilisés pour aider des Etats en difficulté. Le tout sans compter les 110 milliards d'euros déjà promis à la Grèce.
Assez pour en finir avec la crise ?

7 juin
Le nouveau fonds de secours est officiellement baptisé Fonds européen de stabilité financière (FESF). Les débats portent désormais sur l'opportunité de créer des « eurobonds », ces emprunts sur les marchés financiers qui seraient émis collectivement, par tous les membres de la zone euro. Mais il s'agit de la plus infranchissable de toutes les lignes rouges que l'Allemagne a dressées.

18 octobre
Angela Merkel, qui a dû s'incliner sur la question des plans d'aide, compte bien prendre sa revanche : la chancelière allemande veut désormais imposer ses vues sur la façon dont cette défaite sera mise en œuvre. Lors d'une rencontre à Deauville, elle rallie le président français à sa cause, au grand dam de presque tous les autres dirigeants européens.

26 octobre
Angela Merkel s'appuie sur le feu vert français et défend de nouvelles règles très strictes pour le futur fonds de secours permanent de la zone euro, qui doit naître en 2013, après l'extinction du FESF. La chancelière allemande insiste pour que les créanciers privés (banques, assureurs, fonds...) soient mis à contribution en cas d'aide à un pays, ce qui provoque l'ire de la Banque centrale européenne (BCE). La pression s'accroît sur l'Irlande, qui apparaît de plus en plus comme une nouvelle Grèce.

28 novembre
Dublin ne parvient pas à éviter l'effondrement de son secteur bancaire : l'Irlande devient le deuxième pays de la zone euro à appeler à l'aide et obtient un prêt de 85 milliards d'euros.

17 décembre
Un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement d'avant-Noël patine totalement.

2011

4 février
Encore un sommet exceptionnel, cette fois consacré au « pacte de compétitivité » défendu par Angela Merkel. En clair, de nouvelles règles budgétaires et économiques communes, avec davantage de pouvoir d'intrusion pour Bruxelles.

11 mars
Un nouveau sommet européen se réunit dans la foulée. Les Allemands introduisent cette fois l'idée d'obliger les Etats membres à inscrire dans leur Constitution des plafonds d'endettement. Et c'est au tour du Portugal d'avoir besoin d'aide.

24 mars
Le gouvernement portugais de centre-droit vient tout juste de tomber. Un nouveau sommet est organisé : les chefs d'Etat et de gouvernement peaufinent cette fois le futur fonds de secours permanent de la zone euro, le Mécanisme européen de stabilité (MES).

16 mai
Le Portugal devient le troisième Etat à demander de l'aide et obtient 78 milliards d'euros. Tout cela en l'absence du grand patron du FMI, Dominique Strauss-Kahn, retenu à New York pour d'autres genres de problèmes.

24 juin
Encore un autre sommet, encore un nouveau plan d'aide. Les Européens admettent que le traitement appliqué au patient grec n'a pas réussi à le guérir. La dose est du coup considérablement gonflée, avec un accord pour 120 milliards d'euros supplémentaires destinés à Athènes.

21 juillet
Un nouveau sommet, de nouvelles urgences, un climat bouillant, des désaccords majeurs sur les conditions du deuxième plan de secours destiné à la Grèce. De quoi imaginer un effondrement pur et simple de l'euro. Mais finalement, on s'accorde sur 109 milliards d'euros destinés à Athènes. Plus important, les chefs d'Etat et de gouvernement modifient les règles de fonctionnement du FESF, le fonds de secours européen : ils le rendent plus flexible, afin qu'il puisse intervenir avant qu'un Etat ne soit définitivement sous l'eau.
Cette fois, les négociations ont changé de nature : les Européens passent d'une sorte de guerre froide – un « équilibre de la terreur », où personne n'ose trop bouger – à des compromis adoptés à la dernière minute. Il doit pourtant exister d'autres modes de gestion de crise ...
Tout au long de l'automne 2011, les enjeux de la crise gonflent encore, les Américains s'alarment des faiblesses et de l'irresponsabilité des dirigeants européens. Et au fur et à mesure que les menaces croissent, les solutions avancées montent en puissance : une union budgétaire, un saut vers le fédéralisme... Pas de quoi résoudre la crise dès demain, mais les Européens tentent d'imaginer le futur de la zone euro.

9 décembre
Encore un rebondissement au cœur de la nuit : face au « pacte budgétaire » poussé par Angela Merkel, un texte qui doit renforcer considérablement la discipline budgétaire, David Cameron sort l'arme nucléaire. Le premier ministre britannique oppose son veto, car il n'a pas obtenu de garanties pour protéger la City de Londres.
Vingt-cinq des vingt-sept Etats membres de l'Union européenne, le Royaume-Uni et la République tchèque faisant bande à part, s'accordent pour adopter le pacte budgétaire sous forme de traité international. Le Royaume-Uni n'obtient rien, mais l'arrière-garde du Parti conservateur pavoise. C'est le début de routes divergentes : la zone euro va dans un sens, le Royaume-Uni dans un autre.

2012

L'année démarre sur de grosses inquiétudes pour l'Italie et l'Espagne, les troisième et quatrième plus grosses économies de la zone euro. Des Etats *« too big to fail »* (« trop gros pour les laisser faire faillite »), comme disent les Anglo-Saxons.

30 janvier
Un sommet finalise le pacte budgétaire d'Angela Merkel, où les Britanniques et les Tchèques sont tenus à l'écart, mais la chancelière allemande semble de plus en plus isolée et pleine de ressentiment.

Février-mars
La Grèce, où les mesures d'austérité font des ravages, est contrainte de restructurer sa dette, tandis que les dirigeants européens continuent de s'écharper. La Banque centrale européenne, désormais présidée par l'Italien Mario Draghi, donne, elle, un répit à la zone euro en déversant 1 milliard d'euros de liquidités sur les banques à travers des prêts d'une durée inédite de trois ans et au taux de 1 %.

2 mars
Ce sommet tente de faire évoluer le débat, en insistant sur les politiques de croissance plutôt que d'austérité. Peu d'observateurs tombent dans le panneau, mais ce revirement montre au moins que les Européens admettent de plus en plus que l'austérité ne fonctionne pas.

30 mars
A Copenhague, les Européens s'accordent pour additionner les forces de frappe des deux fonds de secours européen, afin de créer un bouclier de 700 à 800 milliards d'euros. Beaucoup de paroles, mais pas vraiment de changements significatifs.

6 mai
L'élection de François Hollande marque une rupture dans les rapports de force entre les différents pays de la zone euro. Lors de son premier sommet, le 24 mai, le nouveau président français affiche clairement ses désaccords avec l'Allemagne. La France, l'Espagne et l'Italie – trois pays avec des dirigeants arrivés au pouvoir récemment – bousculent désormais sérieusement Angela Merkel.

29 juin
Un des trois ou quatre sommets réellement importants dans cette crise qui n'en finit pas, avec à la clé une défaite surprise d'Angela Merkel. Avant même que s'ouvre le sommet, l'Espagne avait obtenu une ligne de crédit de 100 milliards d'euros pour sauver son secteur bancaire à la dérive.
Mais ce jour-là, il est décidé que la recapitalisation des établissements financiers par les fonds de secours pourra se faire directement, et non en passant par les Etats, donc sans alourdir la dette des pays où sont installées les banques en difficulté. En échange, Berlin obtient une supervision bancaire européenne, sous l'égide de la BCE.

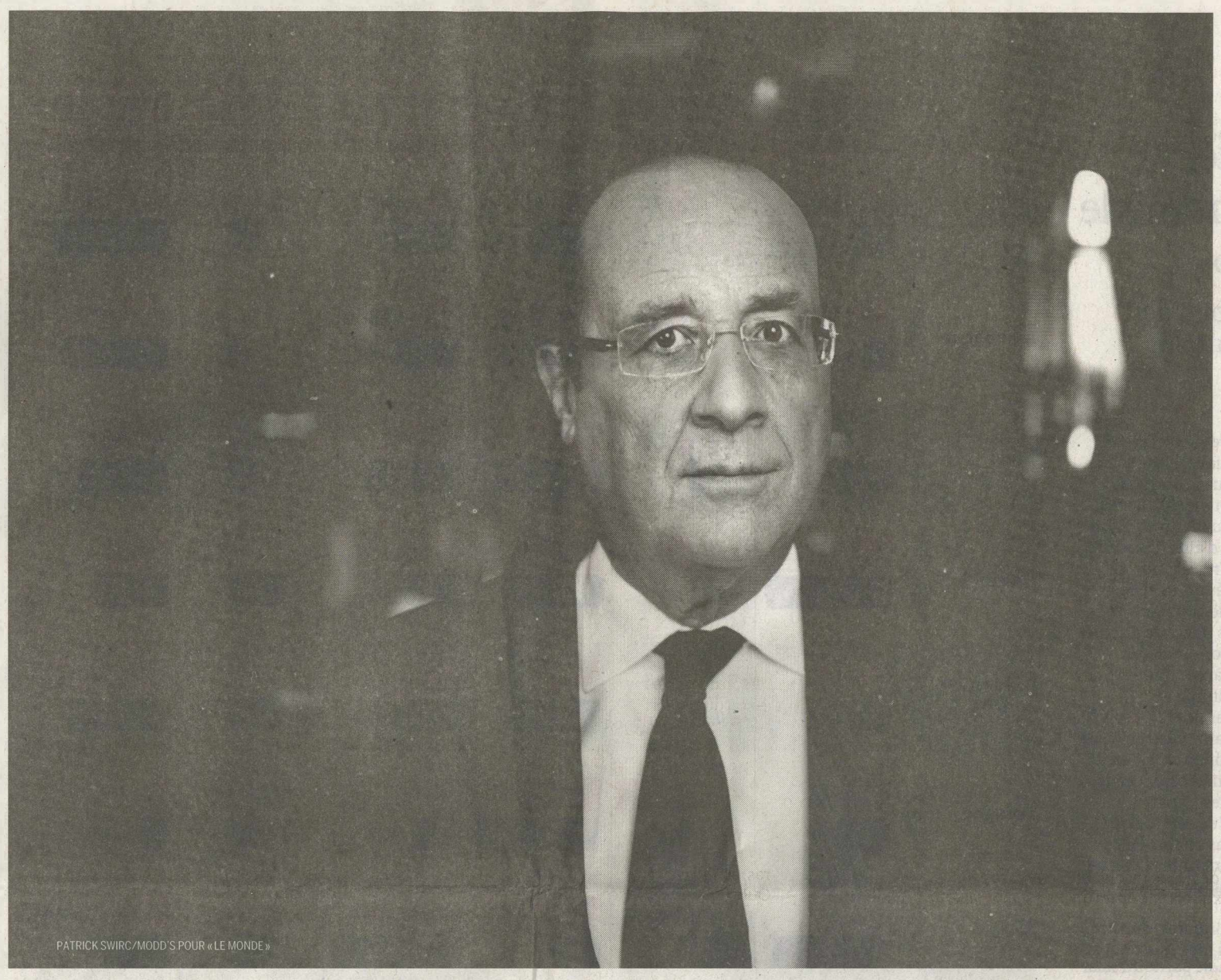
Septembre
La BCE de Mario Draghi donne une grande bouffée d'air supplémentaire en expliquant être prête à racheter de façon illimitée des obligations sur les marchés afin de faire retomber les taux d'intérêt auxquels empruntent l'Espagne et l'Italie. Mais après cet été prometteur, les Européens renouent avec leurs travers dès l'automne.
Les éternelles querelles sur la Grèce repartent et le premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, tente d'obtenir une aide sans les habituelles mesures d'austérité, pendant qu'Angela Merkel essaye de faire machine arrière sur les concessions qu'elle a dû faire en juin...
Et Chypre et la Slovénie pourraient peut-être, eux aussi, avoir besoin d'un plan d'aide avant la fin de l'année. ■

IAN TRAYNOR (THE GUARDIAN)
Traduit de l'anglais par Clément Lacombe

A la veille du conseil européen des 18 et 19 octobre, le président Hollande expose, pour la première fois, sa vision d'une zone euro renforcée pour relancer l'Union

« L'Europe ne peut plus être en retard »

▶▶▶ Suite de la première page



PATRICK SWIRC/MODD'S POUR « LE MONDE »

Comment ramener la croissance ?

Il y a deux leviers. Le premier, c'est la confiance. Plus tôt nous sortirons de la crise de la zone euro, c'est-à-dire plus rapidement nous réglerons le cas grec, et plus vite nous parviendrons à financer à des taux raisonnables les dettes des pays bien gérés, plus vite les investisseurs reviendront vers la zone euro. Nous avons tous les moyens pour agir – mécanisme européen de stabilité (MES), règles d'intervention de la Banque centrale européenne (BCE). Alors, utilisons-les.

Le second levier, c'est de mettre en cohérence la politique économique européenne. Nous avons défini un pacte de croissance. Mettons-le en œuvre. Cent vingt milliards d'euros, certains diront : c'est trop peu. Mais, ce qui compte, c'est que ces sommes soient dépensées vite et bien. Le budget européen est aussi un élément de stimulation de l'économie, notamment à travers les fonds structurels. Nous pouvons aller plus loin, en mobilisant des ressources supplémentaires.

Pour « réenchanter l'Europe », quelle idée de l'Europe voulez-vous soutenir ? Une Europe fédérale ? Une Europe des nations ?

Le débat ne se pose plus comme au début des années 1960, autour du débat entre l'Europe des patries ou l'Europe fédérale... Il y avait six pays à cette époque, puis huit, puis douze, aujourd'hui nous sommes vingt-sept, bientôt vingt-huit avec la Croatie. En changeant de dimensions, l'Europe a changé de modèle.

Ma démarche, c'est une Europe qui avance à plusieurs vitesses, avec des cercles différents. On peut les appeler « avant-garde », « Etats précurseurs », « noyau dur », peu importe les appellations, c'est l'idée qui compte. Nous avons une zone euro, elle a un patrimoine, c'est la monnaie unique. Elle appelle une nouvelle gouvernance. Cette zone euro doit prendre une dimension politique. Je suis favorable à ce que l'Eurogroupe, qui rassemble les ministres des finances, soit renforcé et que le président de l'Eurogroupe ait un mandat clair et suffisamment long.

Je suis également partisan d'une réunion mensuelle des chefs d'Etat et de gouvernement de cette zone. Finissons-en avec ces sommets prétendument de la dernière chance, ces réunions historiques, ces rendez-vous exceptionnels... et qui n'ont débouché que sur des succès éphémères. Les marchés, c'est tous les jours, les arbitrages des entreprises, c'est dans l'instant ! L'Europe ne peut plus être en retard.

Le Conseil de la zone euro permettra de mieux coordonner la politique économique et de prendre pays par pays les décisions appropriées. Il ne s'agit pas d'exclure les autres pays : ceux qui veulent rejoindre la zone euro seront associés à nos débats. Certains pays ne le veulent pas – c'est leur choix. Mais pourquoi faudrait-il qu'ils viennent nous dire comment doit être dirigée la zone euro ?

Alors, ensuite, il y a cette Europe des vingt-sept, bientôt vingt-huit et demain davantage. C'est un espace politique de solidarité, un grand marché, une volonté de convergence économique, sociale, culturelle. Je voudrais lui donner une nouvelle dimension pour la jeunesse, l'université, la recherche, l'énergie. Mais cette Union large ne doit pas empêcher des coopérations renforcées, celles que des Etats voudraient engager avec quelques-uns et qui dégageraient des moyens au-delà du budget européen. Ce sera le cas avec la taxe sur les transactions financières.

Pour une Europe plus intégrée avec l'union politique, ne faut-il pas un nouveau traité constitutionnel, soumis à référendum ?

Je crois me souvenir qu'en 2005 nous avons essayé cette formule et qu'elle n'a pas donné les résultats escomptés ! Parce qu'avant de se lancer dans une mécanique institutionnelle, les Européens doivent savoir ce qu'ils veulent faire ensemble. C'est le contenu qui doit l'emporter sur le cadre. L'enjeu institutionnel est souvent évoqué pour ne pas faire de choix. Les plus empressés à parler de l'union politique sont parfois les plus réticents à prendre les décisions urgentes qui la rendraient pourtant incontournable.

Les Allemands ?

Non, je ne vise personne en particulier. Plusieurs fois, dans le passé, les Allemands ont fait sincèrement des propositions sur l'union politique. Elles n'ont pas été saisies. Aujourd'hui, nous sommes en phase. La France défend l'« intégration solidaire » : chaque fois que nous franchissons un pas vers la solidarité, l'union, c'est-à-dire le respect des règles communes autour d'une gouvernance, doit progresser. Ainsi, l'union bancaire qui conduit à une supervision, dont la BCE sera l'organe, et qui permettra une résolution des crises, avec une recapitalisation des banques, c'est une compétence très importante.

Quelle est la capacité réelle de la France de convaincre l'Allemagne et les pays réticents d'avancer sur cette voie ?

Nous avons pris des décisions ensemble au conseil européen de juin. Elles ont eu incontestablement des conséquences favorables : le calme est revenu sur les marchés. La BCE y a contribué en clarifiant ses modes d'intervention. Donc, ma position est simple : tout le conseil européen du 28 juin, rien que le conseil européen du 28 juin, mais appliqué le plus vite possible. L'objectif, c'est de tout régler d'ici à la fin de l'année.

Donc l'union politique, ce n'est pas pour maintenant ?

L'union politique c'est après, c'est l'étape qui suivra l'union budgétaire, l'union bancaire, l'union sociale. Elle viendra donner un cadre démocratique à ce que nous aurons réussi de l'intégration solidaire.

A quelle échéance la voyez-vous, cette union politique ?

Après les élections européennes de 2014. L'enjeu de cette consultation, ce sera l'avenir de l'Union. C'est la condition pour mobiliser les peuples et relever les taux de participation autour d'un vrai débat. J'espère que des partis européens présenteront leurs propositions aussi bien en termes de contenu, de cadre institutionnel que de personnalités, pour les porter notamment à la présidence de la Commission européenne.

Beaucoup de voix s'élèvent contre l'objectif du déficit ramené à 3 % du PIB. Un accord européen est-il possible pour le repousser d'un an ?

Tous les pays ne sont pas dans la même situation. Et beaucoup dépendra de nos choix en matière de respect des disciplines budgétaires et de croissance. Cette discussion aura lieu en 2013. Mais pour ce qui concerne la France, j'ai fixé l'objectif de réduction de déficit à 3 % pour 2013 et de rétablissement de l'équilibre des comptes publics en 2017. Pour une raison simple et qui ne se résume pas à un engagement européen : de 2007 à 2012, la dette publique est passée en France de 62 % du PIB à 90 %. Prolonger cette tendance ne serait pas soutenable.

> **« Cessons de penser qu'il n'y aurait qu'un seul pays qui paierait pour tous les autres. C'est faux ! »**

L'objectif, il est aussi, à l'échelle de l'Europe, d'harmoniser les taux d'intérêt dans la zone euro. Il ne peut être admis, dans un même espace monétaire, que des pays se financent à 1 % à dix ans et d'autres à 7 % ! Il faut éviter un effet de rente.

Votre élection a créé des attentes énormes. Que diriez-vous à un Grec au chômage, sans argent pour se soigner ?

Que je ferai tout pour que la Grèce demeure dans la zone euro et dispose des ressources indispensables d'ici à la fin de l'année sans qu'il soit nécessaire d'infliger de nouvelles conditions autres que celles qui ont été admises par le gouvernement Samaras. Mais je m'adresse aussi aux Espagnols et aux Portugais, qui payent cher les dérèglements commis par d'autres : le temps est venu d'offrir une perspective au-delà de l'austérité. L'Espagne doit pouvoir connaître les conditions précises pour accéder aux financements prévus par le conseil européen du 28 juin. Et il n'y a pas lieu d'alourdir la barque. La France est le trait d'union entre l'Europe du Nord et celle du Sud. Je refuse la division. Comme Français, ma responsabilité, c'est de faire en sorte que les Européens soient conscients d'appartenir au même ensemble.

C'est ce que vous dites à Angela Merkel, aussi ?

Oui, mais elle le sait parfaitement. La preuve, c'est qu'elle est allée à Athènes.

Etes-vous inquiet de la résistance croissante, en Allemagne, à la solidarité avec les pays du Sud ?

Mais nous participons tous à la solidarité, pas seulement les Allemands ! Les Français, les Allemands, comme tous les Européens dans le cadre du MES.

Cessons de penser qu'il n'y aurait qu'un seul pays qui paierait pour tous les autres. C'est faux ! En revanche, je sais la sensibilité de nos amis allemands au problème de la surveillance. Qui paie doit contrôler, qui paie doit sanctionner. Je suis d'accord. Mais l'union budgétaire doit être parachevée par une mutualisation partielle des dettes, à travers les eurobonds.

Je sais aussi combien pèsent les souvenirs de l'hyperinflation, transmis de génération en génération en Allemagne. Les modalités d'intervention de la BCE évitent tout risque de cette nature, puisque la Banque centrale vient en appui des décisions prises au sein du MES. Or, qu'est-ce que le MES, si ce n'est un ensemble d'Etats ? Donc, la BCE ne créera pas de monnaie lorsqu'elle viendra en soutien des pays débiteurs. Elle rendra plus efficace la politique monétaire. J'ai également considéré les arguments démocratiques avancés outre-Rhin. J'admets parfaitement que les Parlements doivent pouvoir autoriser les engagements demandés aux Etats aussi bien dans le cadre de l'union budgétaire que de l'union bancaire. Mais il n'y a pas de temps à perdre. La France y est prête.

Dans cette Europe à plusieurs vitesses, quelle place occupera l'axe Paris-Berlin ? Est-ce le premier cercle ?

C'est le couple qui permet l'accélération. Et qui, donc, peut aussi être un frein s'il n'est pas en phase. D'où la nécessité de la cohérence franco-allemande. Nous avons un devoir d'union ; il exige un sens élevé de l'intérêt européen et, donc, du compromis.

Est-ce que ce doit être une relation exclusive ? Non ! L'Europe ne se décide pas à deux. L'amitié franco-allemande doit agréger, associer, assembler. L'Europe a besoin de tous, elle ne se résume pas à de l'intergouvernemental.

Dans votre relation personnelle avec Mme Merkel, qu'avez-vous appris d'elle ?

Elle est claire, elle dit les choses... Cela fait gagner du temps. Et j'ai la même démarche. Alors, ensuite, de nos points de départ, nous cherchons à trouver le meilleur point d'arrivée. C'est plus facile avec des points de départ explicites qu'avec des points de départ ambigus. Et on ne peut pas reprocher à Angela Merkel d'être ambiguë !

Et vous, que lui apportez-vous ?

Posez-lui la question ! Je pense qu'elle est consciente que l'alternance en France a créé une nouvelle donne. Elle est très sensible aux questions de politique intérieure et aux exigences de son Parlement. Je le comprends : nous le sommes tous. Nous avons tous notre opinion publique, nos débats démocratiques. Mais notre responsabilité commune, c'est de faire prévaloir l'intérêt de l'Europe.

Quelle est la plus grande menace qui pèse sur l'Europe ?

C'est de ne plus être aimée. De n'être regardée au mieux que comme un guichet austère, où les uns viendraient chercher des fonds structurels, d'autres une politique agricole, un troisième un chèque, au pire comme une maison de redressement. A elle de donner du sens à son projet, mais aussi de l'efficacité à ses décisions. Et pourtant, l'Europe reste la plus belle aventure pour notre continent. Elle est la première puissance économique du monde, un espace politique de référence, un modèle social et culturel. Elle mérite un sursaut pour renouer avec l'espérance.

Le pire est passé ?

Le pire – c'est-à-dire la crainte d'un éclatement de la zone euro –, oui, est passé. Mais le meilleur n'est pas encore là. A nous de le construire. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
SYLVIE KAUFFMANN (LE MONDE),
ANGELIQUE CHRISAFIS (THE GUARDIAN),
BERNA GONZALEZ HARBOUR (EL PAIS),
JAROSLAW KURSKI (GAZETA WYBORCZA),
ALBERTO MATTIOLI (LA STAMPA) ET
STEFAN ULRICH (SÜDDEUTSCHE ZEITUNG).

Lire l'entretien en intégralité sur Lemonde.fr

Le Monde
Jeudi 18 octobre 2012

D'Athènes à Madrid en passant par Dublin, les gouvernements ont misé sur l'austérité pour résorber les déficits. Tour d'horizon d'un continent en crise

L'Europe, terre la rigueur

	Taux de chômage en %	Croissance en %	Inflation en %	Dette en % du PIB*	Déficit en % du PIB*	Revenu net moyen en euros**
France	8,4 / 8,6	2,2 / 0,5	1,6 / 2,4	64,2 / 85,8	– 2,7 / – 5,2	18 401 / 23 538
Allemagne	8,6 / 5,5	2,5 / 0,5	2,3 / 2,2	65,2 / 81,2	0,2 / – 1	20 268 / 21 466
Italie	6,1 / 10,3	1,6 / – 0,8	2 / 3,3	103,1 / 120,1	– 1,6 / – 3,9	17 213 / 18 136
Espagne	8,3 / 24,3	3,7 / – 0,3	2,8 / 2,7	36,3 / 68,5	1,9 / – 8,5	13 656 / 14 748
Royaume-Uni	5,3 / 8,1	3 / – 0,3	2,3 / 2,6	44,4 / 85,7	– 2,7 / – 8,3	24 826 / 20 552
Pologne	9,6 / 10	6,6 / 0,8	2,6 / 3,8	45 / 56,3	– 1,9 / – 5,1	4 154 / 5 116
Grèce	8,3 / 22,6	4 / – 4,7	3 / 1,2	107,4 / 165,3	– 6,5 / – 9,1	12 031 / 13 955
Portugal	8 / 15,2	1,9 / – 0,1	2,4 / 3,2	68,3 / 107,8	– 3,1 / – 4,2	9 932 / 10 546
Irlande	4,6 / 14,3	6 / – 1,1	2,9 / 2,6	24,8 / 108,2	0,1 / – 13,1	25 988 / 24 071

Evolution des principaux indicateurs entre 2007 et 2012 — 2007 / 2012

* Evolution 2007-2012 ; ** Evolution 2007-2010

Source : Eurostat

L'austérité, « unique remède possible »

Portugal Le point de rupture a été atteint

En avril 2011, le premier ministre portugais, le socialiste José Socrates, annonçait que le Portugal, étranglé par la dette et menacé de banqueroute, se trouvait dans l'obligation de demander un plan d'aide financière à hauteur de 78 milliards d'euros. Le pays s'éveillait d'un rêve d'une bonne dizaine d'années d'une apparente prospérité. Quelques mois plus tard, l'actuel premier ministre, le conservateur Pedro Passos Coelho, annonçait les premières mesures d'austérité.

A la suppression des 13e et 14e mois succédèrent d'autres annonces en cascade : hausse de deux points de la TVA à 23 %, des honoraires médicaux, et augmentation générale des impôts.

Pourtant, l'objectif de déficit pour 2012, à 4,5 %, n'était pas atteint. Cette année, le produit intérieur brut portugais aura reculé de plus de 3 % et le chômage frôle à présent 16 %.

Le 7 septembre, le premier ministre a annoncé de nouvelles mesures, dont la réduction générale d'une partie du salaire pour tous les Portugais à travers une hausse des cotisations de la Sécurité sociale. Mais des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour dire que cela était trop.

Le gouvernement a retiré la mesure polémique, non sans prévenir que l'austérité n'est pas une option mais l'unique remède possible. C'est ainsi que 2012, comme l'assurait le ministre des finances il y a douze mois, ne sera pas l'année noire des Portugais. 2013 sera encore plus sombre. ■

ANTONIO JIMÉNEZ BARCA (EL PAIS)
Traduit de l'espagnol par François Pleyber

Une succession de coupes sévères

Irlande Le plan d'aide se chiffre à 85 milliards d'euros

Le premier ministre irlandais, Enda Kenny, a beau être loué à l'étranger pour ses qualités d'homme d'Etat, il est de plus en plus conspué dans son pays par un électorat qui en a assez des années d'austérité successives.

En septembre 2008, l'Irlande est le premier pays de l'Union européenne (UE) à entrer en récession. La coalition alors au pouvoir annonce le dégagement de 5 milliards d'euros pour sauver les banques et entreprises de construction nationales. Deux ans plus tard, elle admet avoir consacré 45 milliards d'euros au sauvetage du secteur bancaire irlandais.

En décembre 2010, le pays appelle à la rescousse le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne afin d'éviter la faillite. La République bénéficie d'un plan de sauvetage de 85 milliards d'euros. En conséquence, l'administration Fianna Fail d'abord, puis le gouvernement Fine Gael-Labour qui lui a succédé sont contraints d'adopter une succession de budgets extrêmement stricts.

En décembre 2009, feu le ministre des finances irlandais, Brian Lenihan, annonce une réduction de 4 milliards d'euros dans les dépenses sociales et publiques ainsi que dans les projets d'investissement. Le budget élaboré un an plus tard prévoit de retirer 6 milliards d'euros supplémentaires à l'économie irlandaise.

En mars, le nouveau gouvernement Fine Gael-Labour a été contraint d'opérer à son tour des coupes dans les services publics. Le budget 2013 qui sera adopté en décembre suivra probablement la voie de l'austérité, comme les précédents. ■

HENRY MCDONALD (THE GUARDIAN)
Traduit de l'anglais par Gilles Berton

Un effort de redressement de 30 milliards d'euros

France La dette publique atteindrait 89,9 % du PIB

« Sous nos pieds, la glace n'est pas épaisse. » C'est ainsi que certains conseillers du président François Hollande résument la situation de la France face à la crise de la zone euro.

Paris a beau emprunter sur les marchés financiers à des taux d'intérêt exceptionnellement bas, le retrait de la note AAA par l'agence Standard & Poor's a beau n'avoir eu aucun impact, l'Elysée se sait dans une situation des plus délicates : si jamais les digues espagnoles ou italiennes venaient à craquer, la France risquerait fort de se retrouver dans le viseur des grands investisseurs internationaux.

La principale responsable est la dette publique très élevée, attendue à 89,9 % du produit intérieur brut (PIB) fin 2012, soit davantage que l'Espagne !

Pour juguler la menace des marchés, le gouvernement socialiste a maintenu le cap d'un déficit budgétaire ramené à 3 % du PIB en 2013, comme l'avait fixé Nicolas Sarkozy, même si certains ténors de la majorité auraient souhaité s'en affranchir. Pour y parvenir, un effort de 30 milliards d'euros a été décidé : 10 milliards d'économies en dépenses publiques et 20 milliards de hausse d'impôts.

Mais de nombreuses interrogations subsistent. D'abord, parce que le budget 2013 de la France a été construit sur une hypothèse de croissance annuelle de 0,8 %, un objectif jugé démesurément optimiste par la quasi-totalité des économistes, faisant planer du coup le spectre de nouvelles mesures d'économies.

Ensuite, parce que rien n'a encore été décidé pour stopper la perte de compétitivité du pays, latente depuis maintenant une décennie : les entreprises confrontées à la concurrence internationale sont aujourd'hui contraintes de comprimer leurs prix pour vendre, voient leurs marges s'étioler et n'ont plus les moyens d'investir ou d'innover…

Des pistes sont esquissées pour alléger le coût du travail et diminuer les cotisations sociales payées par les entreprises, mais il reste encore à les entériner. ■

CLÉMENT LACOMBE (LE MONDE)

Une économie préservée, rattrapée par la crise

Pologne Le pays se serre désormais la ceinture

Grâce à un heureux concours de circonstances, pendant la première vague de la crise, la Pologne a fait figure d'oasis sur la carte de l'Europe menacée par la récession. Puis l'Union européenne (UE) s'est mise à exiger de plus en plus fermement la réduction du déficit. Fin 2011, ce dernier est tombé à 5,1 %, alors qu'il s'élevait à 7,8 % l'année précédente. Le gouvernement a décidé de se serrer la ceinture et de trouver de nouvelles ressources financières.

Ainsi, début 2011, la TVA a été augmentée : le taux d'imposition de base est passé de 22 % à 23 % pour une durée transitoire de trois ans. Quant aux cotisations pour les retraites, elles ont été rehaussées, rattrapant ainsi en partie l'impact des baisses précédentes sur le budget. Depuis février, la cotisation patronale est passée de 6 % à 8 %.

Par ailleurs, début 2012, la taxe d'accise sur le combustible diesel a augmenté (+ 0,2 %), de même que celle sur les cigarettes (+ 4 %). Autre mesure : les conditions d'accès au régime de retraite anticipée ont été durcies.

Le gouvernement prévoit, pour 2013, la suppression d'une partie de l'allégement de l'impôt sur le revenu. La réforme des retraites, introduite au printemps, a pour objectif, à plus long terme, de stabiliser la situation des finances de l'Etat. L'âge de la retraite, aussi bien pour les femmes que pour les hommes, sera désormais de 67 ans.

En outre, des paquets dits de dérégulation sont en préparation : ils prévoient de supprimer les licences obligatoires pour mener une activité économique, et sont ainsi censés susciter un nouvel élan de l'entrepreneuriat.

Le gouvernement a fondé son projet de budget pour 2013 sur l'hypothèse d'une croissance de 2,2 % du PNB polonais. Le ministre des finances affirme pourtant que le ralentissement de l'économie polonaise sera de courte durée. Il ne voit pas de raison pour qu'elle ne redécolle pas en 2014 et peut-être même avant la fin 2013. ■

PIOTR SKWIROWSKI (GAZETA WYBORCZA)
Traduit du polonais par Elisabeth Kulakowska

Une cure de rigueur de 65 milliards d'euros

Espagne Le chômage et la récession s'aggravent

En quatre ans, le changement de cap dans les mesures prises par le gouvernement espagnol a été radical. Au début de la crise, l'Espagne, appliquant les recettes du G20, fit le choix de la relance de l'économie par la dépense publique. A ce jour, le pays est le fidèle reflet des politiques d'austérité.

Quand le Parti populaire (PP) arrive au pouvoir, il y a moins d'un an, la liste des mesures de rigueur est déjà importante. Mais l'exécutif de Mariano Rajoy, pris à la gorge par un déficit supérieur à celui prévu et une énième attaque des spéculateurs, ne tarde pas à faire pâlir l'action de son prédécesseur. Les mesures d'austérité prévues entre 2012 et 2014 avoisinent les 65 milliards d'euros.

Sur le plan fiscal, l'impôt sur le revenu est corrigé à la hausse, atteignant des taux maximaux (52 %). Un autre tour de vis fait passer le taux général de TVA à 21 %, et l'on vide de sa substance le généreux système de déductions de l'impôt sur les sociétés.

Sur le front des dépenses, le gouvernement Rajoy abaisse une nouvelle fois les rémunérations des fonctionnaires. En deux ans, le budget des ministères est passé de 66 milliards d'euros à 39 milliards d'euros ; les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissements ont chuté de moitié depuis 2008, la dépense en recherche et développement, de 40 %.

Deux réformes se détachent des autres. Celle qui affecte le monde du travail, laquelle prévoit d'abaisser le coût du licenciement et des salaires. Et la réforme du secteur bancaire. Le gouvernement a d'ailleurs fini par souscrire un plan de sauvetage de la zone euro pour assainir ses banques.

Le rythme intensif des mesures de rigueur et des réformes aggrave la récession et le chômage. Mais c'est aussi le principal argument de Rajoy pour défendre la thèse selon laquelle, au cas où il faudrait souscrire un autre plan de sauvetage européen – cette fois pour garantir le paiement de la dette publique –, de nouvelles conditions ne seraient pas imposées au pays. ■

ALEJANDRO BOLAÑOS (EL PAIS)
Traduit de l'espagnol par François Pleyber

Frapper les plus faibles pour renouer avec la croissance

Grèce Le but : toucher le plan d'aide européen

Il n'y a qu'à voir les mines allongées aux réunions européennes pour comprendre que cette certitude se répand : Athènes ne pourra pas faire l'économie de nouvelles coupes budgétaires, cette fois dans le secteur public, pour éviter la faillite. Au bout d'une cinquième année de récession, le pays a perdu un cinquième de sa richesse, un Grec sur quatre n'a pas de travail et, parmi les jeunes, le taux de chômage dépasse les 50 %. Le revenu moyen a baissé de 25 % entre 2010 et 2011, d'après l'OCDE, passant de 20 500 euros à 15 700 euros. La dette publique dépasse les 300 milliards d'euros, environ 132 % du PIB du pays, le taux le plus élevé d'Europe.

Comme le notent désormais les éditorialistes et les économistes, la Grèce est tombée dans un cercle vicieux qui fait que plus elle coupe – puis déprime l'économie – plus le déficit augmente et plus il faut couper. Mohamed El-Erian, économiste influent et chef de l'énorme fonds d'investissement Pimco, a écrit récemment : *« Aucune austérité ni aucune réforme, quand bien même la société parviendrait à l'absorber, ne pourra jamais marcher si la Grèce ne retrouve pas une plus grande marge de manœuvre. »* En somme, si elle ne trouve pas le moyen de renouer avec la croissance.

Même le nouveau paquet de mesures que la Grèce est en train de négocier péniblement avec la « troïka » (UE-FMI-BCE) semble contenir des approximations. Dans l'illusion de pouvoir présenter l'an prochain un excédent primaire de 2 milliards d'euros – une folie avec une contraction de l'économie que les estimations automnales du FMI évaluent autour de 4 points en 2013 –, Athènes tente d'obtenir le versement de la prochaine tranche d'environ 31 milliards d'euros du plan d'aide européen en frappant surtout les catégories les plus faibles.

Parmi les 13,5 milliards d'euros d'effort budgétaire réalisés, la plus grande part provient des coupes claires dans les retraites et les aides sociales. Dès la première année du programme d'aide, en 2010, la Grèce a choisi d'assainir son budget en procédant surtout à des coupes et des augmentations d'impôts. Là aussi, le pays corrigea son taux d'endettement de 5 gigantesques points de PIB – un record historique –, en diminuant les salaires des fonctionnaires et les retraites. Le problème de la Grèce, tout compte fait, réside dans l'incurie de ses politiques, incapables jusqu'ici de mettre sur pied des programmes alternatifs qui touchent les clientèles et les corporatismes afin de remettre les comptes sur le droit chemin.

Evasion fiscale

D'ici à 2015, 150 000 fonctionnaires devraient rentrer chez eux, mais, jusqu'à présent, on a seulement découvert que des élus locaux avaient réussi à contourner la règle et avaient même embauché. En 2010, un plan de privatisations de 50 milliards d'euros a été annoncé, mais peine à décoller. Le mois dernier, le numéro un du groupe gazier DEPA, Takis Athanasopoulos, a annoncé qu'on pourrait tirer 19 milliards d'euros de la cession du groupe et de son opérateur de réseau, Desfa, d'ici à 2015, et le ministre des finances, Yannis Stournaras, a précisé son objectif d'attirer 3 euros d'investissements pour chaque euro obtenu grâce aux privatisations. Cependant, sur ce front, depuis deux ans, nous n'avons quasiment pas dépassé le stade des annonces.

Mais le vrai drame du pays, c'est surtout l'évasion fiscale, et aucun des trois gouvernements qui se sont succédé depuis 2009 – Georges Papandréou, Lucas Papademos et Antonis Samaras – ne semble vouloir s'y attaquer sérieusement. D'après une récente étude de trois économistes grecs (Nikolaos Artavanis, Adair Morse et Margarita Tsoutsoura), dans le seul domaine du travail indépendant, l'évasion fiscale s'élève à 28 milliards d'euros – soit 10 % du PIB. En moyenne, le revenu véritable des médecins, avocats, ingénieurs, restaurateurs et artisans est 1,92 fois supérieur à celui qu'ils déclarent, soit quasiment le double. Avec des pics parmi les médecins (2,45 fois), les ingénieurs (2,40 fois), les opérateurs du secteur financier (2,22 fois) et les avocats (2,26 fois). Si la Grèce n'affronte pas ce fléau, le pays a peu de possibilités de relancer son économie. ■

Tonia Mastrobuoni (La Stampa)
Traduit de l'italien par Florence Boulin

Un budget sévère pour résorber le déficit

Royaume-Uni L'objectif est fixé à 2015

Après l'effondrement de Lehman Brothers, à l'automne 2008, le Royaume-Uni a pris des mesures rapides pour consolider son système bancaire : le Trésor a pris une participation majoritaire dans la Royal Bank of Scotland et s'est assuré une participation minoritaire mais de contrôle au sein du Lloyds Banking Group. Barclays a annoncé qu'elle serait en mesure de survivre de façon indépendante et HSBC a puisé dans ses ressources. Tandis que le secteur bancaire se stabilisait, le gouvernement dut soutenir l'économie, tombée dans la récession sous l'effet de la panique. Le gouvernement travailliste dégagea notamment un fonds d'un milliard de livres sterling pour soutenir les entreprises de construction et instaura une diminution temporaire de la TVA de 17,5 % à 15 %.

Un resserrement du crédit empêchant les banques de se prêter mutuellement de l'argent incita la Banque d'Angleterre à intervenir en abaissant les taux d'intérêt et en consacrant 200 milliards de livres à l'achat d'obligations publiques. Depuis 2009, la Banque d'Angleterre a émis 175 milliards de livres supplémentaires et devrait en émettre 50 milliards de plus en novembre. En 2010, le gouvernement de coalition conservateurs-libéraux-démocrates a voté un budget d'austérité sévère visant à résorber le déficit public structurel d'ici à 2015. Le taux de la TVA a été porté à 20 % et les dépenses publiques gelées. Les derniers chiffres concernant le déficit montrent que le gouvernement pourrait enregistrer jusqu'à 25 milliards de livres de dépenses excédentaires.

Malgré sa performance médiocre, le Royaume-Uni a bénéficié de faibles taux d'intérêt sur ses obligations, ce qui est principalement dû à sa décision de conserver la livre. Le fait qu'il possède une banque centrale indépendante est également rassurant pour les investisseurs, qui savent qu'ainsi le Royaume-Uni maîtrise son destin. ■

Phillip Inman (The Guardian)
Traduit de l'anglais par Gilles Berton

Marquer des points auprès de la BCE

Italie M. Monti suit depuis un an les conseils de l'Europe. Bilan mitigé

L'Italie a commencé à prendre au sérieux l'agenda européen en août 2011, quand la crise des dettes souveraines et l'augmentation du spread (l'écart entre le taux des emprunts d'Etat italiens et allemands) ont contraint le gouvernement à compter sur la Banque centrale européenne (BCE) et son programme de rachat d'obligations d'Etat. Le 5 août, une lettre signée par Jean-Claude Trichet et Mario Draghi détaillait à Silvio Berlusconi, alors président du conseil, quelles étaient, selon eux, les priorités à affronter. Ce fut le premier signe visible de la *« contrainte extérieure »*, théorisée par l'ex-ministre du Trésor Guido Carli (1914-1993) pour venir à bout des résistances corporatistes du pays, et le plan des recommandations de la Commission européenne.

Les demandes de la BCE peuvent se résumer en quatre points : tout d'abord, réduire la dépense publique pour les retraites, le fonctionnement de l'Etat et des collectivités locales. Ensuite, réformer de fond en comble les services publics – santé, justice, éducation – en les rendant plus efficaces et en supprimant les structures inutiles comme les provinces. Puis augmenter la concurrence grâce à des libéralisations nettes dans les services publics locaux et professionnels, avant de réformer le marché du travail en revoyant les règles de licenciement et en privilégiant des accords d'entreprise au détriment des conventions collectives nationales, pour favoriser la productivité. Silvio Berlusconi n'a eu ni le temps ni la volonté de remplir ces engagements, laissant le dossier à Mario Monti à partir de novembre 2011.

Héritage corporatiste

Un peu plus d'une année après cette lettre, le bilan est mitigé. Mario Monti et ses ministres ont tenté de s'occuper de toutes les questions soulevées, mais ils n'ont obtenu de résultat que dans deux cas sur quatre. La dette publique a été contenue : le gouvernement a approuvé deux mesures visant à réduire le déficit courant (les données officielles annoncent qu'il s'élèvera à 1,6 % cette année), rétablir la taxe foncière sur la résidence principale (IMU), réformer le système de prévoyance et repousser l'âge de la retraite à 66 ans, à moins de disposer de quarante et une années de cotisations, auquel cas avoir 62 ans suffit.

La réforme de l'administration publique est en chantier : le nombre de provinces sera réduit de moitié, les procédures d'achats opérées par les institutions publiques ont été révisées et un décret récent du gouvernement abaisse drastiquement les coûts de fonctionnement des communes et des régions. La réforme du marché du travail a été approuvée, mais elle ne prévoit pas, comme le souhaitait l'Europe, de passer outre l'article 18, qui rend inamovibles les travailleurs en CDI.

Pour améliorer la productivité du travail, le gouvernement a réclamé un accord aux entreprises et aux syndicats, mais l'objectif est encore lointain. Le gouvernement a tenté, sans succès, de favoriser la concurrence ; les ordres professionnels, ce vieil héritage corporatiste, sont encore puissants et limitent l'accès aux jeunes générations. Le gouvernement n'a pas réussi non plus à réformer les services publics locaux, lestés par la présence de trop nombreuses sociétés contrôlées par les municipalités. ■

Alessandro Barbera (La Stampa)
Traduit de l'italien par Florence Boulin

Le ministre polonais des affaires étrangères, Radoslaw Sikorski, souhaite une Europe plus intégrée

« Une union politique irréversible »

WIKTOR DABKOWSKI/DPA/MAXPPP

Radoslaw Sikorski, ministre polonais des affaires étrangères, a reçu *Europa* à Varsovie.

Le groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe lancé par Berlin, auquel vous participez, propose de donner aux institutions européennes plus de pouvoir et de légitimité démocratique. Mais si l'on regarde la faible participation aux élections européennes, les Européens tiennent-ils vraiment à avoir une influence sur la politique de l'UE ?

C'est paradoxal. Il y a vingt ans, lorsque le Parlement n'avait rien à dire dans l'UE, les gens allaient voter. Aujourd'hui, alors qu'il a un rôle très important lors du vote du budget, les gens votent moins. Nous pensons que les Européens s'intéresseraient plus aux élections si elles étaient plus personnalisées. S'il y avait des listes électorales européennes. Si on élisait le président de l'Union au suffrage universel. Si le Parlement avait une plus grande influence sur la composition de la Commission européenne.

Peut-être est-ce parce que Bruxelles est perçue comme trop bureaucratique ?

La bureaucratie à Bruxelles, ce sont 32 000 fonctionnaires. En Grèce, l'Etat entretient 760 000 fonctionnaires, en Espagne 3 millions. En Grande-Bretagne, les douanes à elles seules emploient 82 000 personnes. Pour une bureaucratie au service de tout un continent, ce chiffre ne me choque pas.

L'avenir de l'Europe est-il de devenir les Etats-Unis d'Europe ?

L'Union sera unique. Je n'utilise pas le terme de « fédéralisme » parce que pour beaucoup de gens, ce mot renvoie à un transfert irréversible de souveraineté vers l'Union, ce que presque personne ne souhaite. Je préfère parler d'une union politique irréversible, dont nous négocierons les conditions.

Le groupe de réflexion propose d'élire au suffrage universel le président de la Commission. Les Etats membres vont-ils renoncer à cette prérogative ?

Cette méthode n'est pas transparente. Si les Européens veulent avoir des dirigeants dignes de ce nom, il nous faut trouver un mécanisme pour faire émerger des personnalités fortes. Et si nous devions continuer à appliquer la méthode de l'ONU, qui exige que tout le monde se mette d'accord sur tout, nous aurons des dirigeants onusiens.

Autre proposition du groupe : le président de la Commission décide seul de sa composition. Autrement dit, les Etats perdraient aussi leur influence sur les commissaires...

Les Etats membres gardent le droit de nommer leurs commissaires. Mais la Commission est trop nombreuse. Nous proposons que son président pourvoie les sièges avec des personnes désignées par les Etats membres en fonction de leur expérience et de leurs capacités. Les commissaires, divisés en « seniors » et « juniors », travailleraient ensemble au sein de groupes thématiques.

Le groupe de réflexion veut également que le Conseil de l'UE adopte les décisions à la majorité des voix et non à l'unanimité.

Nous nous sommes déjà mis d'accord sur beaucoup de choses mais cela, nous n'allons pas l'accepter. Notre problème, c'est justement qu'un grand nombre de décisions qui figurent dans le traité de Lisbonne n'ont pas été appliquées. Selon le traité, depuis l'année dernière, la collaboration renforcée dans le domaine de la défense – un autre pilier de l'intégration européenne – aurait dû commencer. Cela n'a pas été fait, et personne ne proteste. Un tel mépris des traités nous a conduits tout droit aux problèmes que nous connaissons avec l'euro.

Il y a un an, à Berlin, vous avez dit que vous aviez davantage peur de l'inaction allemande que de sa domination. Malgré cela, la crainte devant la puissance et le diktat de Berlin en Europe ne diminue pas...

Il me semble plutôt que les Allemands ne veulent pas donner leur carte de crédit. La puissance allemande serait acceptée par beaucoup si l'argent suivait sans condition. Bien entendu, il y a la question de la limite de la pression qui pèse sur les pays qui, pendant des décennies, ont repoussé les réformes nécessaires. La pression de Berlin sur l'austérité et les réformes est compréhensible, mais si elle est trop forte, elle risque d'étouffer la croissance, ce qui empêchera ces pays de sortir de leur endettement. On a commis de très graves erreurs. Par exemple, lorsque l'on a accordé les premières mesures d'aide à la Grèce, on a exigé de très fortes coupes budgétaires en échange du prêt à un taux très élevé. Alors qu'ils devraient être préférentiels. Corriger ces erreurs va coûter cher à l'Europe. ■

Propos recueillis par Bartosz T. Wielinski (« Gazeta Wyborcza ») et Klaus Brill (« Süddeutsche Zeitung »).
Traduit du polonais par Elisabeth Kulakowska

Le Royaume-Uni doute

Le débat sur l'UE au Royaume-Uni est loin de celui que l'on entend à Varsovie ou dans d'autres capitales européennes. *The Daily Mail* a rapporté, le 13 octobre, des propos attribués à Michael Gove, ministre de l'éducation : *« Nous sommes prêts à quitter* [l'UE] *»*, aurait-il indiqué à des proches. S'il y avait un référendum sur l'Europe, il voterait pour la rupture et veut que Londres lance un ultimatum aux Européens : *« Rendez-nous notre souveraineté ou nous partirons. »* Face à la pression des députés conservateurs et à la surenchère du UK Independence Party, qui séduit de plus en plus d'électeurs en prônant un retrait immédiat, David Cameron tente de calmer les impatiences. Le premier ministre a promis un référendum s'il remporte les législatives de 2015. *« Je veux changer le statu quo,* a-t-il déclaré le 8 octobre à la BBC. *L'Europe change, la zone euro va vers l'intégration* (...), *c'est le bon chemin pour elle. Mais* [cela] *ouvre l'opportunité pour la Grande-Bretagne d'obtenir un* (...) *meilleur accord avec l'Europe* (...). *Un référendum est* (...) *la façon la plus propre, nette et simple, la plus raisonnable* [de l'approuver]. *»*

Le Monde
Jeudi 18 octobre 2012

Représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement, les « sherpas » jouent un rôle-clé dans les négociations au sommet

Dans l'ombre des gouvernants

David Cameron, François Hollande, Angela Merkel, Mario Monti, Mariano Rajoy, Donald Tusk : chacun des six leaders européens dispose dans son entourage d'un « sherpa », surnom donné aux conseillers diplomatiques qui travaillent dans l'ombre à la préparation des rencontres internationales.

Ivan Rogers
Le banquier décontracté

Ancien banquier à l'allure décontractée, Ivan Rogers, 52 ans, qui passe pour l'un des plus brillants hauts fonctionnaires britanniques de sa génération, est le principal conseiller de David Cameron dans les négociations délicates que le premier ministre mène avec l'Union européenne (UE).

Au début de sa carrière, alors jeune loup du Trésor, Ivan Rogers est débauché par Lord Brittan, vice-président de la Commission européenne, pour devenir son chef de cabinet à Bruxelles de 1996 à 1999. Il réintègre le Trésor en 1999 avant de devenir, entre 2003 et 2006, secrétaire privé de Tony Blair, dont il sera le sherpa à l'occasion des sommets du G8 de 2004 et 2006.

En 2006, il quitte le service public pour devenir responsable du UK Public Sector Group chez Citigroup. Il est ensuite nommé responsable du Public Sector Industry Group pour le Royaume-Uni et l'Irlande chez Barclays Capital entre 2010 et 2011.

« Ivan affiche un grand calme et une extrême décontraction, remarque Lord Brittan. *Mais c'est un garçon tout ce qu'il y a de sérieux. Tout en restant parfaitement loyal à l'égard de la Commission européenne, il a réussi à maintenir de bonnes relations avec le gouvernement britannique. Ce n'était pas facile du tout. Il a su concilier ses fonctions avec beaucoup d'efficacité. »*

Une source gouvernementale renchérit : *« Ivan possède une capacité d'analyse phénoménale. Il excelle à expliquer succinctement des idées compliquées. Par ailleurs, il ne craint pas de dire la vérité, même devant des responsables au pouvoir. Il ne se mettra pas à hurler devant le premier ministre, mais il lui dira : "Nous avons là un problème, Monsieur le premier ministre". »* ■

Nicholas Watt (The Guardian)
Traduit de l'anglais par Gilles Berton

Alvaro Nadal Belda
Le troisième ministre de l'économie de Mariano Rajoy

C'est à peine s'il est connu du grand public. Mais en Espagne, dans les sphères du pouvoir, on le surnomme « le troisième ministre de l'économie ». Alvaro Nadal Belda, chef du bureau économique de la présidence, est le sherpa de Mariano Rajoy, tant aux sommets européens que lors du G20. Mais plus que cela, cet économiste madrilène de 42 ans sert de contact direct au président avec le monde des affaires. Pur politicien sans formation économique, M. Rajoy se fie entièrement au jugement d'Alvaro Nadal. Dans un gouvernement privé de vice-président chargé de l'économie, où le pouvoir se partage entre Luis de Guindos (économie) et Cristobal Montoro (finances), M. Nadal fait en quelque sorte figure de troisième ministre, qui guide Mariano Rajoy dans ses décisions.

Brillant fonctionnaire, Alvaro Nadal intègre très jeune l'équipe des conseillers de Rodrigo Rato. Après un passage par l'ambassade d'Espagne en Israël, ce parlementaire de formation économique se glisse peu à peu dans la peau du principal conseiller économique de Mariano Rajoy, à l'époque chef de l'opposition.

Pendant plusieurs années, Alvaro Nadal, alors député, partage sa vie entre Madrid et Berlin, où vivait son épouse. Sa maîtrise de l'allemand et ses contacts dans l'entourage d'Angela Merkel lui vaudront de gagner en influence auprès de Mariano Rajoy ; certains voient en lui le plus germanophile du gouvernement. *« L'Espagnol le plus allemand »*, comme l'a surnommé le *Financial Times Deutschland*.

« Il possède d'impressionnantes connaissances en matière d'histoire économique et apporte toujours une réponse précise, claire et facile à comprendre, ce qui plaît à M. Rajoy », signale un dirigeant du Parti populaire, bien qu'ils soient légion à critiquer son faible poids politique au regard du rôle-clé qu'il occupe. Grandes qualifications et formation technique, faible parcours au plus haut niveau politique : c'est ce profil qui plaît à Mariano Rajoy. ■

Carlos E. Cué (El Pais)
Traduit de l'espagnol par François Pleyber

Piotr Serafin
La machine à calculer

Piotr Serafin, 38 ans, est, depuis mai, ministre délégué chargé des affaires européennes et conseiller du premier ministre polonais, Donald Tusk. *« Ma tâche est d'informer le premier ministre sur les problèmes qu'il pourrait rencontrer dans l'Union européenne. Et faire en sorte qu'il y en ait le moins possible »*, explique-t-il.

Diplômé en droit de l'université de Varsovie, il a poursuivi ses études à Cambridge en droit européen et anglais et, de retour à Varsovie, s'est inscrit à l'Ecole des hautes études commerciales. En 1998, alors encore étudiant, il entre au Bureau du comité d'intégration européenne. Les négociations d'adhésion de la Pologne à l'UE viennent tout juste de commencer. Il intègre l'équipe du négociateur de l'époque, Jan Kulakowski, où on lui confie le dossier des banques, la fiscalité et le budget de l'Union.

La Pologne clôt les négociations d'adhésion le 13 décembre 2002, lors du sommet de Copenhague. Dans un moment-clé des pourparlers, le jeune Serafin, 28 ans, se retrouve entouré par les plus grands dirigeants de l'Etat : le premier ministre Leszek Miller, le ministre des affaires étrangères Wlodzimierz Cimoszewicz, la ministre déléguée chargée des affaires européennes Danuta Hübner. *« C'est ce jour-là que je suis devenu la machine à calculer. Je calculais si ce que nous proposait le chancelier Gerhard Schröder valait la peine. J'avais le sentiment que je vivais le moment le plus important de ma vie »*, poursuit-il. C'est cette fois en tant que chef du Bureau du comité d'intégration européenne qu'il négocie le budget européen 2007-2013.

A l'heure actuelle, il se concentre sur le budget européen 2014-2020 dont dépend l'entrée de la Pologne dans la moyenne des pays occidentaux. ■

Jacek Pawlicki (Gazeta Wyborcza)
Traduit du polonais par Elisabeth Kulakowska

Paul Jean-Ortiz
Le sinophile

La nomination, en mai, de Paul Jean-Ortiz – « PJO » ou « Paulo » pour les intimes – comme conseiller diplomatique de M. Hollande a pu étonner. D'autres – poids lourds du Quai ou amis de jeunesse du nouveau président depuis les années de l'ENA – pensaient avoir leurs chances. C'est le personnage plus discret de « PJO » qui a prévalu : un modéré pragmatique, un diplomate au parcours avant tout asiatique : consul à Canton, postes de conseiller dans les ambassades de France à Hanoï et Pékin, direction Asie à l'administration centrale.

Son arrivée dans le saint des saints de l'exécutif semble marquer un pont à la française vers l'Asie. A 55 ans, ce licencié en chinois et diplômé de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence appartient à la mouvance des « védriniens » (il a fait partie du cabinet d'Hubert Védrine de 1997 à 2000).

La nomination de « PJO » illustre surtout la volonté de M. Hollande de rompre avec l'« occidentalisme » et l'« atlantisme » des années Sarkozy. Sur l'Europe, il est assisté de Philippe Léglise-Costa, 45 ans, polytechnicien réputé habile dans l'art de la manœuvre, ancien numéro deux de la mission française à Bruxelles.

Au plan des personnalités, le contraste entre « PJO » et le puissant sherpa de Nicolas Sarkozy, Jean-David Levitte, qui connaissait Washington comme sa poche, s'y mouvait efficacement et jouait parfois dans la grande diplomatie à la manière d'un Machiavel, se fera sentir. Mais après l'extrême mise sous tension du personnel de l'Elysée par le président sortant – qui détestait les diplomates « classiques » –, « PJO » opère, en comparaison, dans un océan de tranquillité. ■

Natalie Nougayrède (Le Monde)

Nikolaus Meyer-Landrut
Le négociateur habile

Lorsque la chancelière allemande, Angela Merkel, se présente devant la presse après les sommets européens, Nikolaus Meyer-Landrut se retire discrètement. Comme s'il n'était qu'un membre ordinaire de la délégation allemande. Pourtant, une grande partie de ce qu'a négocié sa patronne en coulisses et de ce qu'elle explique ensuite à l'opinion publique a d'abord été pensée par lui et débattue à l'avance dans les autres capitales de l'UE.

Depuis que ce diplomate de carrière, âgé de 51 ans, a été promu, début 2011, conseiller en chef de la chancelière pour la politique européenne, il imprime lui aussi sa marque sur la politique européenne de Berlin. Sans ses idées, et sans l'habileté doublée d'obstination dont il fait preuve dans les négociations, le pacte fiscal européen n'aurait jamais vu le jour.

Angela Merkel avait déjà appelé, en 2005, M. Meyer-Landrut dans son premier cercle – c'était à l'époque avec le titre de vice-conseiller aux affaires européennes. S'il passe, six ans plus tard, pour l'un de ses plus proches conseillers, cela tient sans doute au fait que tous deux ont une approche similaire des problèmes politiques. C'est un européen convaincu, mais pas un rêveur.

Si la chancelière attache depuis si longtemps de la valeur à ses conseils, c'est aussi parce que M. Meyer-Landrut n'est pas seulement un européen convaincu, mais aussi un homme qui s'attache à décrypter la complexité des relations franco-allemandes.

Aujourd'hui, Angela Merkel tire plutôt profit de la proximité entre son conseiller sur l'UE et la France. Quand les tensions montent entre Berlin et Paris, M. Meyer-Landrut est l'homme idéal pour tenter de les apaiser. Il est bien vu dans la capitale française et, d'une certaine manière, est considéré comme français. Après tout, il est marié à une Française et passe ses vacances dans sa maison de Bourges. ■

Martin Winter (Süddeutsche Zeitung)
Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni

Enzo Moavero Milanesi
Le juge européen

Parlez-lui de Sir Henry Morton Stanley et son visage s'illuminera. Enzo Moavero Milanesi nourrit une passion pour les explorateurs. Surtout pour le Gallois qui, se faisant passer pour un Américain, découvrit l'Afrique. Il collectionne les cartes de géographie ; selon lui, elles aident à comprendre les changements politiques, les évolutions de la pensée, des Etats, etc. Affaires de sherpa... et c'est d'ailleurs le cas.

La mission de M. Moavero, depuis qu'il est devenu ministre des affaires européennes du gouvernement de Mario Monti, a consisté à renouer le lien entre Rome et Bruxelles, effiloché par des années d'européisme distrait. Une mission naturelle pour lui, qui a grandi dans les institutions européennes. Il sait à quelle porte frapper, que ce soit à la Commission, au Conseil ou au Parlement.

Né à Rome en 1954, « Me Moavero » s'est perfectionné au Collège d'Europe de Bruges, se spécialisant en droit communautaire. Entré sur concours à la Commission, il était déjà, à la fin des années 1980, chef de cabinet de Filippo Maria Pandolfi, vice-président de la Commission européenne chargé de la recherche. Les premiers contacts avec Mario Monti remontent au temps où celui-ci était président de la Bocconi, à Milan, fleuron de l'université italienne. Enzo Moavero y dispensait un cours sur la réglementation antitrust européenne. A ce moment-là, tous deux développent une familiarité qui se transformera en pleine collaboration. Lorsque Mario Monti est nommé commissaire européen au marché intérieur, en 1995, c'est à M. Moavero qu'il confie les rênes de son cabinet.

En 2006, il devient juge de la Cour de justice de l'Union européenne à Luxembourg, dont il sera président de section en 2010. Mais en novembre 2011, il n'hésite pas à retourner à Rome avec Mario Monti, nommé président du conseil à la chute de Silvio Berlusconi.

Son travail consiste à tisser des toiles diplomatiques. *« J'aime négocier,* confie-t-il, *et d'autant plus en Europe. »* Pour lui, c'est la clé de la paix et de la stabilité, mais aussi *« l'antidote pour éviter de finir comme les Etats italiens du XVIe siècle, balayés par les grandes puissances ».* ■

Marco Zatterin (La Stampa)
Traduit de l'italien par Florence Boulin

Chez les Auchère, on se prépare à des jours difficiles

Chassée de Paris par le coût du logement, cette jeune famille a pourtant vu sa qualité de vie s'améliorer

Oh, des pommes de terre sautées, miam-miam ! Je veux tout ! » Bastien, 6 ans, est rentré du base-ball affamé, avec une énergie décuplée. Alban, 4 ans, racle consciencieusement son bol de dessert. La cuisine est neuve, jolie et fonctionnelle comme dans un catalogue Ikea. Fabrice Auchère, leur père, a passé une partie des vacances d'été à la refaire lui-même, pour économiser la main-d'œuvre : électroménager compris, un budget de 4 500 euros. Soit le revenu mensuel de la famille, à 100 euros près.

Ce mercredi d'octobre, comme chaque semaine, Clémence Auchère est restée avec ses fils, un choix dont le couple assume la conséquence financière : cette infirmière de 36 ans gagne, à trois-quarts temps, 1 400 euros net par mois. « *On peut le faire grâce au salaire de Fabrice* », souligne la jeune femme. Son mari, 40 ans, technicien dans l'audiovisuel, travaille pour une PME et gagne 3 000 euros net par mois. Tous deux en contrat à durée indéterminée, ils ne se disent pas malheureux. Mais depuis quelques années, avec la crise, chaque euro compte.

D'abord, il a fallu quitter Paris. A vrai dire sans regrets, tant la vie était devenue impossible ; enceinte de son deuxième enfant, Clémence se voit refuser une place dans la crèche où se trouve l'aîné et doit prendre une nounou. Elle se met aussi en congé parental à mi-temps. « *On a vite fait nos calculs. Mon salaire passait en garde. A la fin du mois, j'avais 50 euros.* » Entre le loyer, le parking, le coût de la nourriture et des loisirs, « *on était à découvert tous les mois* », raconte Clémence.

Le couple vise Maisons-Laffitte (Yvelines), au bord de la forêt de Saint-Germain-en-Laye, à l'ouest de Paris. Les prix vont pourtant les pousser plus loin, plus au nord, dans un immeuble bas de Cergy-Pontoise, accoté à un petit bois. Un endroit calme et résidentiel où ils achètent un appartement de quatre pièces pour 194 000 euros.

Les voilà endettés pour vingt-deux ans... « *En fait, il ne nous reste plus que quinze ans à payer,* précise Fabrice. *Nous avons renégocié le taux, qui est maintenant de 3,70 %, contre 5,25 % au départ, ce qui nous a fait gagner trois ans.* » Chaque mois, le jeune couple rembourse donc son prêt immobilier, 1 200 euros, auxquels s'ajoutent 200 euros de charges.

Clémence et Fabrice Auchère avec leurs deux fils, Bastien (6 ans) et Alban (4 ans), dimanche 14 octobre, à Cergy-Pontoise. VALÉRIE COUTERON POUR « LE MONDE »

La qualité de vie de la famille s'est améliorée en quittant la capitale. Ici, les assistantes maternelles cherchent du travail et le conseil régional du Val-d'Oise absorbe une partie des cotisations sociales à la place des parents. Bien sûr, les crédits d'impôts sur les intérêts du prêt immobilier des Auchère les ont beaucoup aidés les premières années. Et l'ensemble des déductions fiscales dont ils ont bénéficié – ils n'ont pas payé d'impôts en 2009 et 2010 – a rendu ces années-là plus légères.

Mais c'est fini ! Ils viennent de payer leurs impôts en septembre, 1 300 euros, la taxe foncière en octobre – 1 200 euros (contre 900 euros il y a trois ans) –, en attendant la taxe d'habitation de 1 200 euros en novembre.

« *On ne s'autorise pas à partir à l'autre bout de la terre comme on aurait envie, on ne va pas au ski, on réduit les sorties culturelles et on réfléchit à tout à deux fois* », expliquent Clémence et Fabrice. Ils ne sont guère rassurés, après le plan d'austérité annoncé par le gouvernement français. « *On sait très bien qu'il y a des efforts à faire. Mais aussi qu'on va servir de vache à lait* », redoute le jeune couple. Clémence, sans craindre une crise « *aussi colossale* » que celle subie par les Grecs et les Espagnols, anticipe un avenir plus sombre : « *Les impôts vont encore augmenter, alors que les services publics auront de moins en moins de moyens humains et financiers.* »

« On réduit les sorties culturelles et on réfléchit à tout à deux fois »
Clémence et Fabrice Auchère

Pour son mari, les conditions de travail se sont durcies. Jusqu'en 2010, sa société spécialisée dans l'événementiel a fait « *de bonnes années, même à l'international* ». Depuis, les contrats se font rares. Les journées s'allongent, jusqu'à 15 heures ou 16 heures de travail ; la pression s'accentue. Tous se demandent jusqu'à quand l'entreprise tiendra.

Loin de ces soucis, Bastien et Alban ont sombré dans le sommeil. Ils peuvent dormir tranquilles. Pour eux, leurs parents se priveraient, plutôt que de ne pas payer les 110 euros pour le base-ball, les 105 euros pour le cours de hip-hop, et, cet été, les vacances à la mer. On économisera sur les glaces et le restaurant. ■

BÉATRICE GURREY (LE MONDE)

A Barcelone, les jeunes Polonais ne connaissent pas la crise

Travailleurs immigrés et heureux de leur sort, ils portent un regard sévère sur les « enfants gâtés » espagnols : « Ils ont eu la vie trop belle »

Les journaux espagnols tirent la sonnette d'alarme : pour la première fois depuis le milieu des années 1990, les gens quittent plus le pays qu'ils n'y entrent. L'Espagne continue toutefois à attirer, même en pleine récession, notamment les jeunes Polonais.

« Ils se plaignent, alors qu'ils sont mieux lotis que nous » « *Cette "fuite devant la crise" semble dramatique, mais la réalité est tout autre* », estime Przemek Kujawinski. Ce Polonais né en 1984 a suivi des études d'archéologie et de psychologie du travail. Il habite à Barcelone depuis trois ans et travaille au service de recrutement d'une société internationale.

Il prétend qu'il n'y a pas un seul chômeur parmi toutes ses connaissances à Barcelone. « *Les Catalans disent que la situation est terrible parce qu'ils la comparent avec quelque chose qui n'existe plus. Leurs parents ont des maisons de vacances. Mais eux, ils ne parviennent pas à accepter de travailler, au début, dans un bar ou au McDonald's. Ils se plaignent.* »

Lorsqu'il est arrivé, Przemek a travaillé dans une auberge de jeunesse et organisait des visites guidées. Ce n'est qu'au bout de deux ans qu'il s'est senti suffisamment à l'aise en espagnol pour postuler aux emplois « *normaux* ». En quatre mois il a trouvé un emploi dans sa branche, dans une grande entreprise avec des perspectives. Il gagne 1 400 euros net. « *Cela me suffit pour voyager et dîner avec des amis, mais bien sûr, je souhaiterais plus.* » Malgré ce que pense sa famille, il n'est pas venu ici uniquement pour gagner son pain. « *J'aurais pu partir pour l'Angleterre. Ici, on ne vit pas pour le travail mais pour mener une vie heureuse. Sortir sur la terrasse avec vue sur la mer, déjeuner avec des amis, partir en week-end à la montagne ou à la plage. La crise ? Elle est avant tout dans les têtes.* »

« En Pologne c'est la même chose sans crise » Adam Sokolnicki, 26 ans, informaticien-programmateur, vit à Barcelone depuis un an. Il y a suivi le programme Erasmus. « *J'ai envoyé trois CV et j'ai trouvé un travail* », confie-t-il. Il gagne 1 500 euros net par mois. En Pologne, juste après ses études, il en gagnait la moitié. « *Mon père me dit d'aller à Londres ou à Berlin, où je gagnerais deux fois plus,* raconte Adam, *mais moi, je préfère Barcelone, son soleil et son ambiance cool.* » Il loue un appartement avec quatre personnes et paye 300 euros. « *Je dépense le reste pour le plaisir, les sorties entre amis, les voyages en Pologne. La crise ? C'était du temps de ma grand-mère, lorsque, à 13 ans, elle se rendait à pied à l'usine pour travailler parce ce qu'elle n'avait pas assez d'argent pour se payer un ticket de tram. Ici, c'est la récession. En Pologne, la vie est aussi dure sans pour autant qu'il y ait une crise, mais les gens s'y sont habitués. Prenez par exemple les allocations chômage : en Pologne, elles ne sont que de quelques centaines de zlotys, ici c'est au minimum 600 euros. Les Espagnols doivent baisser leur niveau de vie, qui était élevé, limiter leurs sorties, et donc ils se rebellent.* »

« Les allocations chômage ? Des congés payés » Kamelia Traeger, 28 ans, est ingénieure dans une entreprise textile à Barcelone depuis deux ans. Elle estime que les Espagnols ont été gâtés : « *En Pologne, mes amis et moi nous rêvions d'être le plus vite possible indépendants et de partir de chez nous, ici, ils n'ont pas un tel besoin. Leurs parents les entretiennent jusqu'à ce qu'ils trouvent le travail de leurs rêves.* »

« *Celui qui cherche vraiment, trouve* », estime Kamelia, avant d'ajouter que la chance, elle est allée la chercher. Elle a envoyé son CV à toutes les entreprises textiles de la région. Aujourd'hui, elle touche 1 500 euros. « *Mes amis gagnent, en début de carrière, au mieux la moitié de cette somme. En Pologne, j'ai dû prendre un crédit pour payer mon ordinateur, ici, je peux l'acheter cash. C'est pareil pour ma voiture : en Pologne, j'aurais dû travailler pendant quatre ans, ici, un an.* » Selon elle, les Espagnols qui se révoltent aujourd'hui contre les coupes budgétaires ont eu trop de privilèges. « *Les fonctionnaires, par exemple, pourquoi ne travaillent-ils que 37,5 heures par semaine ? Les allocations chômage sont considérées comme des congés payés. Il y en a certainement qui cherchent vraiment, ces 52 % de jeunes chômeurs ne sont pas tous des paresseux,* poursuit-elle. *Mes amis ne sont pas comme ça. Ils ont eu la vie trop belle et, aujourd'hui, ils sont comme des enfants à qui on a soudain enlevé les jouets.* » ■

ALEKSANDRA LIPCZAK (GAZETA WYBORCZA)
Traduit du polonais par Elisabeth Kulakowska

Le Grec vit toujours mieux que le Polonais

Selon les statistiques de l'OCDE, le salaire brut moyen en Grèce était d'environ 1 700 euros en 2011. En Pologne, il était approximativement de 3 400 zlotys, l'équivalent, selon le cours en 2011, de 825 euros. Ainsi, malgré la crise, lorsque le Grec a un emploi, il s'en sort mieux que le Polonais. Selon Eurostat, les prix en Pologne ne sont que de 37 % inférieurs à ceux en Grèce. Cette différence ne compense pas la disproportion des salaires.

A Athènes, un appartement de 80 m² dans un beau quartier coûte 600 euros par mois. L'essence revient à 1,75 euro le litre. Et en Pologne ? Louer un appartement équivalent dans un beau quartier de Varsovie revient à 800 euros. L'essence coûte en moyenne 5,8 zlotys (environ 1,40 euro). Dans les années à venir, l'écart de richesse entre la Pologne et la Grèce va diminuer. Mais, au niveau des salaires, la Pologne ne rattrapera la Grèce que dans cinq ou dix ans.

Le Monde
Jeudi 18 octobre 2012

« A 30 ans, je suis retourné vivre chez mes parents »

Daniele Mondiali, 30 ans, d'Almenno San Salvatore (Bergame), est architecte.

« J'étais parti de la maison avec l'enthousiasme et la volonté de conquérir le monde, et c'est pourtant dans cette maison que j'ai dû retourner. Pas par choix, mais par nécessité.

Lorsque j'ai annoncé à mes parents qu'à 30 ans, pour pouvoir boucler mes fins de mois, j'étais obligé de revenir sous leur toit, un mélange de sentiments contrastés m'a envahi : une sensation d'échec et d'humiliation, mais aussi la sérénité de celui qui sait qu'il a fait de son mieux, mais qu'il s'est heurté aux obstacles d'une période historique compliquée.

Ce n'est pas facile de se réhabituer à ne plus disposer librement de son espace et de son temps. Ni de cohabiter avec tes parents qui te voient toujours comme leur petit enfant. Surtout après avoir savouré l'indépendance et subvenu soi-même à mes besoins.

Juste après mon diplôme d'architecture, à l'Ecole polytechnique de Milan, je me suis inscrit à l'ordre des architectes et j'ai commencé à collaborer à divers cabinets : certifications énergétiques, petits projets, aide sur des chantiers... Je gagnais jusqu'à 2 000 euros par mois : une somme qui ne permet pas de vivre dans le luxe, mais avec laquelle j'ai pu louer un studio en ville, m'inscrire pour le diplôme de spécialisation et m'assumer sans devoir demander un seul euro à mes parents.

C'était en 2007, peu de temps avant la crise et, pendant deux ans, j'ai vraiment eu la sensation de construire mon avenir. Pourtant,

« Dans mon village, j'ai retrouvé les opportunités que la ville m'ôtait »
Daniele, architecte

c'était une illusion. La conjoncture économique a arrêté les chantiers : tout est soudain devenu plus difficile. Dans le même temps, le coût de la vie a augmenté sensiblement.

A la mi-2010, nous avons décidé, avec un collègue, de prendre une colocation, pour partager au moins les 1 000 euros de loyer : nous avons trouvé un petit loft à l'écart du centre-ville, et l'idée était de nous aménager un petit espace pour travailler. Mais après quelques mois, nous avons renoncé à notre projet et, à la place du bureau, on a installé deux lits à sous-louer. Dix ans après, j'avais l'impression d'être revenu au point de départ : à quatre dans un appartement, avec la chambre à partager pour joindre les deux bouts.

Au début de cette année, avec mon diplôme, mon master et un doctorat en cours, j'ai donc fait mes valises et demandé l'hospitalité à papa et maman. Un retour qui se voulait un nouveau départ : dans mon village, à la campagne, j'ai retrouvé, de façon surprenante, les opportunités que la ville m'ôtait.

J'ai accroché ma plaque d'architecte sous la sonnette de la maison, j'ai commencé à me proposer aux alentours. Des pistes inattendues se sont ouvertes. Du fait de la crise, les clients recherchent la qualité, la proximité, la confiance et un rapport plus personnel. C'est ainsi que je me retrouve à travailler sur de très beaux projets, qui sont de véritables défis pour moi.

Je gagne 1 500 euros par mois, encore trop peu pour retourner vivre seul, certes, mais j'espère que le chemin emprunté est le bon. Et qui sait, peut-être que c'est grâce à la crise que je vais pouvoir réécrire mon avenir ? » ■

Propos recueillis par Federico Taddia (La Stampa)
Traduit de l'italien par Florence Boulin

« Je ne peux pas croire ce qui m'est arrivé »

La classe moyenne espagnole subit la crise de plein fouet. Un foyer sur quatre peine à boucler ses fins de mois

Des demandeurs d'emploi font la queue à l'entrée d'une agence de recrutement, à Madrid, le 4 septembre. SUSANA VERA/REUTERS

Les difficultés que vivent les personnes de classe moyenne ne lui ont jamais été complètement étrangères. Et pour cause : Luis a travaillé pendant des années au service contentieux de la filiale financière de Caja Madrid. Des papiers de procédures judiciaires pour impayés, il en a vu passer... Petit à petit, il a commencé à constater qu'aux habituels mauvais payeurs venaient se joindre de nouveaux profils. Des gens qui n'avaient guère l'habitude de grossir ce genre de listes, des gens nullement en marge de la société. Des gens de la classe moyenne.

A 57 ans, lui-même pouvait difficilement prévoir qu'il devrait se battre pour ne pas rejoindre leurs rangs. Luis préfère rester anonyme ; il est demandeur d'emploi, comme sa femme, au chômage depuis cinq ans. Leur budget est tellement serré que, pour boucler leurs fins de mois, ils ont renoncé à leurs cartes de crédit et vont résilier, ce mois-ci, leur abonnement Internet.

Luis évoque sa situation à la sortie de l'agence pour l'emploi Mendez Alvaro, près de la gare d'Atocha, à Madrid. Il est l'un des nombreux Espagnols appartenant à cette classe moyenne qui subissent l'impact de la crise de plein fouet. De cette même agence sort, tête basse, Margarita, 51 ans, auxiliaire administrative, à la recherche d'un emploi depuis trois ans. Son diagnostic ne fait pas dans la nuance : *« La classe moyenne est en voie de disparition. Nous sommes comme les mammouths. »*

A ce jour, 35,9 % des foyers espagnols déclarent ne pas être en mesure de faire face à des imprévus, d'après le dernier sondage sur les conditions de vie de l'Institut national de la statistique. Un foyer sur quatre concède boucler ses fins de mois avec difficulté ou très difficilement, une donnée qui coïncide avec les chiffres du chômage : un salarié sur quatre. Et tandis que se succèdent les licenciements et les plans d'austérité, l'électricité augmente, comme le gaz, le coût des transports, la TVA, le barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP)... Dans le même temps, les prix montent : de janvier 2008 à août 2012, la hausse aura été de 9,6 %.

« Un litre d'essence vaut maintenant plus cher qu'un café, assure l'ancien salarié de la filiale financière de Caja Madrid. *La voiture est clouée au garage. »* Les économies familiales ont fondu comme neige au soleil, surtout depuis que sa femme, employée de bureau, a perdu son emploi. Leur fils aîné, âgé de 27 ans, économiste de formation, est stagiaire dans une société d'assurance ; comme dit Luis : *« Il travaille gratis. »*

Au final, les revenus des quatre membres de la famille (le plus jeune a 15 ans) s'élèvent à 1 400 euros, que Luis perçoit en tant que préretraité (l'équivalent de 80 % de son salaire fixe, qui ne comprend pas la partie variable qu'il touchait auparavant et qui lui a été retirée en février). L'entreprise dans laquelle il a travaillé vingt-trois ans a présenté un plan social en juin. Chaque mois, 600 euros vont au crédit hypothécaire et 300 à l'emprunt qu'il a contracté pour rembourser une avance. Restent 500 euros pour boucler le mois.

Le temps où la famille partait en vacances n'est qu'un lointain souvenir. Les loisirs font partie du passé. *« Avec ce que l'on a, il faut vivre tout le mois. »* Adieu le Circulo de Lectores *[le plus grand club de lecture d'Espagne]* et les cotisations versées au syndicat. Et le mois prochain, la famille cessera de s'acquitter des 90 euros pour avoir télévision, téléphone et Internet. *« Je travaillais et je vivais dans une certaine sécurité, mais tout a changé,* confie Luis. *Je ne peux pas croire ce qui m'est arrivé. A 57 ans, je n'ai aucune chance de trouver un travail. »*

Les agences pour l'emploi fourmillent d'histoires comme celle de Luis. Hortensia, ex-vendeuse de 48 ans, vient de se présenter à celle de la rue Evaristo San Miguel, dans le quartier d'Argüelles, et elle sait qu'il lui reste un mois d'allocations. L'un de ses enfants a interrompu ses études d'informatique pour travailler trois mois, dans un magasin Mercadona. Sur les trois enfants de la famille, deux sont au chômage.

Les victimes de cette tragédie silencieuse qui imprègne jour après jour la société espagnole récitent leur histoire. Tous veulent dénoncer la situation, mais aucun ne souhaite donner son nom de famille ; quelques-uns n'indiquent même pas leur prénom, ni une initiale. C'est le cas d'une femme cadre supérieur de 50 ans qui travaillait dans un important cabinet-conseil et qui se rend pour la première

« Je travaillais et je vivais dans une certaine sécurité, mais tout a changé. Je n'ai aucune chance de retrouver un travail »
Luis, 57 ans

fois dans une agence de recrutement. Elle vient d'être licenciée en même temps que son mari : *« Nous avons plein d'amis de 50 ans au chômage. Qu'allons-nous faire jusqu'à 67 ans ? Nous n'aurons ni retraite ni sécurité sociale ! »*

Cristina, 31 ans, retire son épargne et s'appuie sur son compagnon, qui travaille toujours. Isabel, 55 ans, qui travaillait dans une pâtisserie, raconte que chez eux, on achète uniquement des marques de grande distribution et que le temps des sorties est bel et bien fini : on se réunit entre amis à la maison, on se fait un petit ciné-club avec des films téléchargés sur Internet.

José Antonio regrette que la crise ait transformé nombre d'Espagnols en *« citoyens de seconde zone d'un trait de plume »*. Luisa, 60 ans, qui a vu comment on a réduit son salaire et celui de son mari, s'inquiète pour leur fils, 33 ans, titulaire d'une maîtrise et d'un master, mais qui, jusqu'à ce jour, n'a trouvé des emplois que dans le bâtiment et dans des pizzerias.

Luis Fernandez, à la tête de l'association de chômeurs Adesorg, est lucide : *« Ceux qui comme nous sont au chômage depuis longtemps se sont adaptés : nous travaillons au noir, réduits à l'état d'esclaves, et il va finir par nous pousser des plumes à force de manger autant de poulet ! Mais je suis aussi préoccupé par l'avenir de la classe moyenne supérieure : ils ne vont pas tarder à se retrouver, eux aussi, dans cette situation, et le choc va être rude. Habitués à une vie réglée, même sans grand luxe, ils vont bientôt tomber de haut. »* ■

Joseba Elola (El Pais)
Traduit de l'espagnol par François Pleyber

Stuart, trop invalide pour travailler, trop peu pour être aidé

Au Royaume-Uni, la santé est l'un des secteurs où les effets de l'austérité se font particulièrement sentir

L'histoire de Stuart Noden traduit la rapidité avec laquelle une existence peut s'écrouler en période d'austérité. Agé de 51 ans, Stuart a travaillé durant plus de trente ans comme ébéniste à Manchester. Jusqu'à tout récemment, il était propriétaire d'une maison et partait en vacances à l'étranger deux fois par an.

Pourtant, depuis le jour où, il y a deux ans, il perdit connaissance et tomba du toit de sa maison sur lequel il effectuait des réparations, la vie de Stuart s'est brisée. Il a été victime, en mars, d'une série d'alertes cardiaques suivies, en juin, d'une vraie crise. Il s'en est sorti avec tout le côté gauche affaibli, doit se déplacer avec une canne et est victime de crises régulières.

« Je travaillais tous les jours, je n'ai jamais été malade en trente-trois ans, raconte-t-il. *A présent, je peux à peine marcher et je suis si fatigué que je passe le plus clair de mes journées à dormir. »* Pourtant, ses ennuis de santé ne sont qu'une partie du problème. Au Royaume-Uni, les effets de la crise financière et budgétaire se font particulièrement sentir dans les secteurs visés par les réductions de dépenses destinées à résorber la dette publique.

Le cardiologue de l'hôpital a informé Stuart qu'il ne pourrait plus conduire ni reprendre son travail, qu'il a dû abandonner depuis mars. Or il n'a pas accumulé suffisamment de points pour avoir droit aux allocations destinées à aider ceux que la maladie empêche d'avoir une activité.

« Ils m'ont dit que je n'avais que six points, alors qu'il m'en faudrait quinze. Pourtant, je suis dans l'incapacité de travailler et je dois me faire fréquemment hospitaliser, alors si moi je n'ai pas le droit aux allocations, qui donc peut en bénéficier ? » Stuart a fait appel de la décision, mais le service du travail et des pensions l'a prévenu qu'il n'aurait pas la réponse avant six mois. *« C'est dingue ! »*, lâche-t-il.

Stuart décrit le monde kafkaïen des allocations sociales comme *« des tas de gens qui se comportent grossièrement et finissent toujours par vous dire non »*. La décision de ne pas lui verser l'allocation Employment and Support Allowance (allocation d'emploi et de soutien, ESA) le prive de 90 livres par semaine (environ 111 euros). Il a également sollicité une allocation-chômage qu'on lui a refusée sous prétexte qu'il n'est pas dans un *« état médicalement satisfaisant »* pour prétendre à un emploi.

« Si moi je n'ai pas le droit aux allocations, qui donc peut en bénéficier ? »
Stuart Noden

Il a donc tenté d'obtenir une allocation d'invalidité, mais il a été jugé insuffisamment handicapé pour pouvoir en bénéficier. Enfin, il a demandé une aide au logement. Pendant un temps, on lui a versé 10 livres par semaine, mais ces versements ont été interrompus.

Stuart doit donc compter uniquement sur le salaire de sa femme, qui travaille comme employée de ménage, soit 574 livres par mois (un peu plus de 700 euros). Avec un crédit immobilier de 72 000 livres (90 000 euros) qui leur coûte 520 livres par mois (645 euros), il leur est impossible de s'en sortir.

« On se débrouille avec 25 livres (30 euros) par semaine. Ma femme n'arrive pas à augmenter son nombre d'heures. Alors nous nous nourrissons de plats préparés, nous n'allons faire nos courses que dans les magasins de surgelés. Pour être honnête, ce n'est pas facile de survivre. »

Stuart et sa femme sont par ailleurs sur le point de perdre leur logement, parce qu'ils ont pris du retard dans leurs remboursements. *« Au début, la banque a accepté de réduire le montant des échéances, et puis il y a quelques semaines, alors que j'étais à l'hôpital, ils ont engagé une procédure contre nous. Ils ont envoyé des gens à la maison pour voir si je ne m'étais pas enfui ou je ne sais quoi. »*

Quand il aura perdu sa maison, Stuart devra être relogé par le conseil municipal de son quartier – ce sera alors l'argent du contribuable qui paiera ce nouveau toit. *« S'ils m'avaient versé une allocation dès le départ, nous aurions pu rester chez nous. Au lieu de ça, la banque va récupérer la maison et ce sont le gouvernement et le conseil qui devront me payer un logement. C'est insensé. »*

Stuart n'est pas un cas isolé. Selon l'association qui l'assiste dans sa procédure, la Stroke Association, 38 % des 2 200 victimes d'attaques cardiaques qu'elle suit n'ont eu le droit à aucune évaluation de leurs besoins, et sont donc privés d'allocations. ■

Randeep Ramesh (The Guardian)
Traduit de l'anglais par Gilles Berton

En Allemagne, la croissance des inégalités passe pour une fatalité

Un regard superficiel sur l'Allemagne donne l'impression que ce pays est devenu celui des superlatifs. Du point de vue économique, il se porte mieux qu'aucune autre nation industrialisée, ou presque. L'étranger y regarde avec étonnement le « miracle de l'emploi », l'absence de ce chômage massif des jeunes que l'on constate dans les Etats en crise du sud de l'Europe. Les machines-outils et les voitures « made in Germany » sont convoitées dans le monde entier. A l'aune de sa taille démographique, l'Allemagne est la première nation exportatrice au monde.

« La pauvreté est devenue résistante au remède de la croissance économique »
Ulrich Schneider
directeur d'une association d'action sociale

Mais on ne voit pas grand-chose de cet éclat dans son bilan social. En Allemagne, les riches ne cessent de s'enrichir et les pauvres le restent assez souvent à vie. Le quatrième rapport du gouvernement fédéral sur la pauvreté et la richesse montre que les différences se creusent.

On y déplore une *« répartition très inégale des patrimoines privés »*. Les *« 10 % de foyers les plus riches »* regrouperaient ainsi *« plus de la moitié du patrimoine net total »*. La part détenue par ce dixième supérieur a connu *« une croissance constante au fil du temps »*. Dans le même temps, le rapport relève de grandes différences dans l'évolution des salaires. On note d'un côté *« une hausse positive dans le secteur supérieur en Allemagne »*. Mais de l'autre, les 40 % inférieurs des actifs employés à plein temps auraient, une fois retranchée l'inflation, dû accepter des pertes de rémunération. *« Pareille évolution des revenus heurte le sentiment de justice de la population »*, commente le rapport.

Jusqu'ici, cela n'a pas provoqué de troubles dans le pays, mais les critiques se multiplient. *« Cette maladie qu'est la pauvreté est devenue résistante au principal remède, la croissance économique »*, critique Ulrich Schneider, directeur du Paritätischer Wohlfahrtsverband, une grande association d'action sociale. Il fait ainsi allusion à un problème sur lequel l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a attiré l'attention à plusieurs reprises : en Allemagne, d'une manière générale, l'ascension sociale est exceptionnellement difficile.

Chaque année, le Bureau fédéral des statistiques établit le nombre de personnes menacées de pauvreté, c'est-à-dire disposant de moins d'argent que le niveau médian de la société. Leur nombre a légèrement augmenté en 2011 : 15,1 % de la population ont un problème de pauvreté. Pour un foyer individuel, ce risque s'installe, selon la définition qu'en donnent les statisticiens, à partir d'un revenu net inférieur à 848 euros par mois.

Les experts en économie sont d'accord sur un point : en Allemagne, pauvreté et richesse se transmettent en héritage. Le plus fameux chercheur allemand sur le travail, Joachim Möller, lance déjà une mise en garde : *« Lorsque la frustration des pauvres s'exprime dans la léthargie, l'alcool et la criminalité, c'est toute la société qui souffre. On le voit bien en Amérique. »* Mais le pays du « miracle de l'emploi » semble encore très éloigné de ce genre de situations. ■

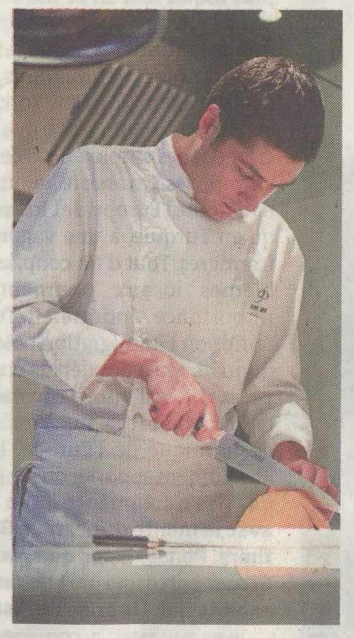
THOMAS OCHSNER
(SÜDDEUTSCHE ZEITUNG)
Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni

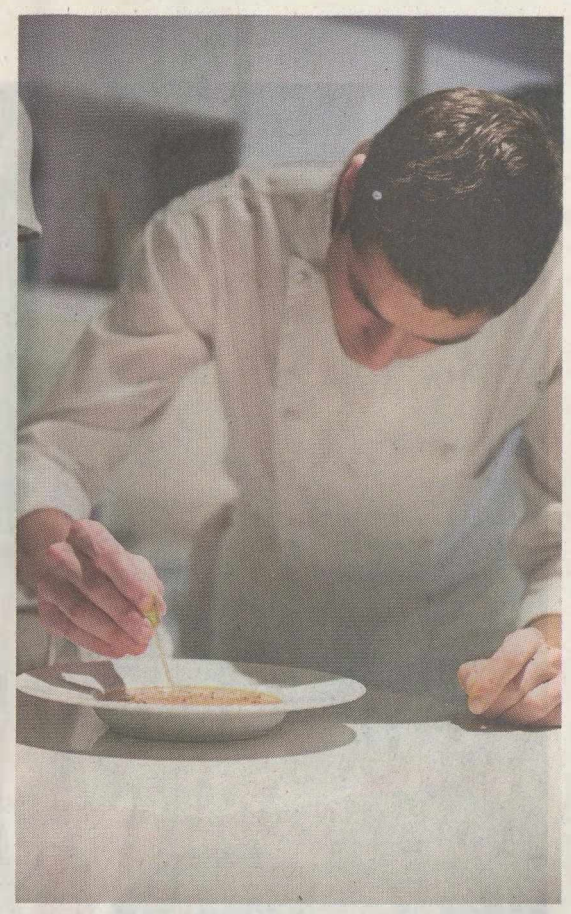
MENUS DE CRISE

Un repas gastronomique à moins de 5 euros ? C'est possible : cinq chefs européens ont relevé le défi

ANNE-SOPHIE PIC

France Pour cette héritière – seule Française distinguée par trois étoiles au guide Michelin pour son restaurant, Pic, à Valence (Drôme) –, la cuisine tient en trois mots : respect, saveur et simplicité. En 2011, elle a reçu le prix Veuve Clicquot de la « meilleure femme chef du monde ».





Xavier Jarry, chef à La Dame de Pic, le restaurant parisien d'Anne-Sophie Pic, prépare la recette de la soupe de potiron au café.
JOSEPH GOBIN/ M. ACADÉMIE POUR « LE MONDE »

Soupe de potiron au café
1 potiron
1 cuillère de café arabica
1 oignon
Huile, beurre, crème liquide, bouillon de légumes

Faire revenir quelques minutes, avec l'oignon, le potiron détaillé en petits cubes dans de l'huile et du beurre ; poursuivre la cuisson dans un bouillon de légumes, avec de la crème liquide. Monter au batteur une crème fouettée, y ajouter une cuillère de café arabica finement concassé, saler. Servir dans une verrine la soupe chaude, y ajouter une cuillère de crème fouettée au café.

Papillote de maigre aux minipoireaux, beurre de genièvre et zestes de citron
1 maigre
Minipoireaux
Baies de genièvre, beurre doux, zestes de citron

Introduire dans un beurre doux en pommade quelques baies de genièvre ; étaler la moitié de la préparation entre deux feuilles de papier cuisson ; la réserver au frais. Le maigre, poisson à nageoire dorsale argentée, est détaillé en filets, avec la peau. Faire cuire les minipoireaux, les égoutter et les déposer dans la papillote ; ajouter le filet de maigre et le restant de beurre parfumé au genièvre. Fermer soigneusement la papillote et la faire cuire entre 5 et 7 minutes à four chaud, selon l'épaisseur du poisson. Ouvrir la papillote, décorer avec un zeste de citron et le disque de beurre au genièvre réservé au réfrigérateur et servir.

Tarte tatin à la fève de tonka
Pommes
Pâte feuilletée
Jus de citron, sucre, fève tonka (ou un bâton de cannelle)

Réaliser une pâte feuilletée (300 g de farine, beurre, sel, eau pour six personnes) ou en acheter une dans le commerce. Faire caramériser les pommes (reine des reinettes) dans un moule, très doucement, sur le feu, en ajoutant jus de citron, sucre et fève tonka râpée. L'opération peut durer 50 minutes. Ajuster un disque de pâte sur les pommes et cuire au four 20 minutes. Laisser refroidir et démouler en retournant la préparation sur un plat de présentation. A défaut de fève tonka, râper un bâton de cannelle. ■

(LE MONDE)

VINCENT KLINK

Allemagne Chef habitué des plateaux de télévision, il dirige le restaurant étoilé Wielandshöhe, à Stuttgart.

Knödel au fromage blanc, aux épinards et au parmesan
250 g de Quark [fromage blanc] maigre
200 g de feuilles d'épinard
1 botte de persil, haché
1 petit oignon
50 g de pain blanc sans croûte, émietté
2 jaunes d'œuf
1 branche de thym
1 prise de muscade
30 g de parmesan
1 cuillère à soupe de beurre
1 cuillère à soupe de semoule fine
15 g de beurre ramolli
Un peu de zeste de citron
Sel, poivre, muscade

Faire fondre le beurre dans la poêle, y verser les épinards lavés et séchés. Hacher grossièrement l'oignon, verser dans un récipient avec les épinards pressés. Râper le parmesan et le réserver. Verser tous les autres ingrédients dans le récipient et pétrir l'ensemble. Former des boules ayant à peu près la taille d'une balle de tennis. Pocher dans l'eau salée et saupoudrer du parmesan râpé. ■

(SÜDDEUTSCHE ZEITUNG)
Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni

FERGUS HENDERSON

Royaume-Uni Le Britannique a fondé, à Londres, le restaurant étoilé le St John.

Penne au chou et parmesan
250 g de penne
Un demi-chou émincé
100 g de lamelles de parmesan
2 cuillères à soupe d'huile d'olive
Un demi-citron
1 petit oignon et 1 gousse d'ail

Faire revenir l'oignon et l'ail dans l'huile d'olive. Ajouter le chou haché et remuer doucement en veillant à ne pas le briser. Porter une casserole d'eau à ébullition et y verser 250 g de penne que l'on cuira al dente. Mélanger chou et pâtes et y ajouter le jus de citron et les lamelles de parmesan. ■

(THE GUARDIAN)
Traduit de l'anglais par Gilles Berton

MASSIMO BOTTURA

Italie Avec l'Osteria Francescana, à Modène, il est à la tête du cinquième meilleur restaurant au monde, selon le classement 2012 du magazine britannique *Restaurant*.

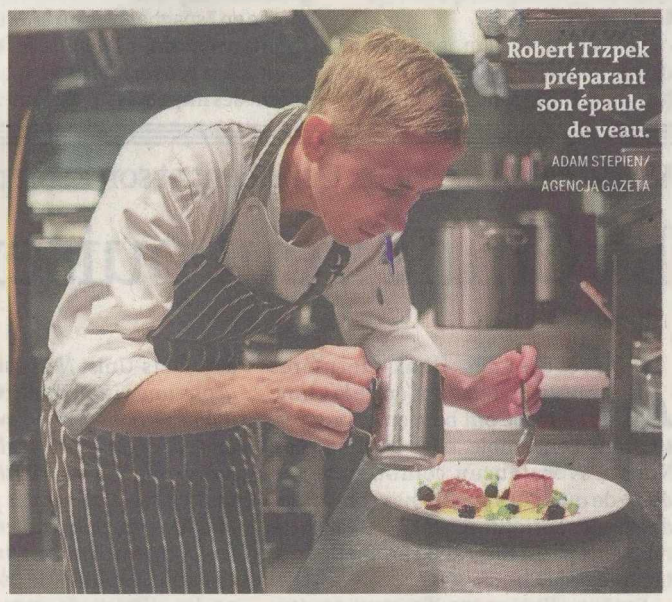
Risotto « cacio e pepe », fromage et poivre
500 g de riz Vialone Nano
1,5 kg de parmesan Reggiano (au lait de blanche de Modène) affiné 30 mois
4 litres d'eau minérale plate
5 g de poivre blanc
2,5 g de poivre du Sichuan
2,5 g de poivre long de la Jamaïque
2,5 g de poivre de Sarawak
2,5 g de poivre sauvage

Râper le parmesan, le mélanger avec l'eau froide dans une casserole et porter lentement à 80 °C. Ne pas dépasser 90 °C. Quand le parmesan devient filant, le retirer du feu et le faire redescendre à température ambiante. Recouvrir de film alimentaire et laisser reposer une nuit au réfrigérateur.
Le lendemain, vous aurez obtenu une couche solide de matière grasse sur le dessus de la casserole. Recueillir le gras dans une écuelle et le conserver. Passer ce qui reste au chinois afin de recueillir l'eau de parmesan.
Faire revenir le riz dans une casserole puis le baigner avec l'eau de parmesan comme un risotto normal. Aux trois quarts de la cuisson, ajouter un peu de gras de parmesan.
A la fin de la cuisson, verser le gras de parmesan restant et mélanger énergiquement afin d'obtenir une consistance crémeuse.
Ecraser les grains de poivre ensemble, sauf celui de Jamaïque qu'il faut moudre. Dresser le risotto sur un plat et le saupoudrer des poivres.
Pour ne pas perdre la partie solide restée au fond de la casserole après la séparation de l'eau et du gras du parmesan, la couper en petites tranches fines et les passer quelques secondes au micro-ondes, à 800 W pour obtenir des chips croquantes que vous servirez relevées de champignons ou de truffe. ■

(LA STAMPA)
Traduit de l'italien par Florence Boulin

ROBERT TRZÓPEK

Pologne A la tête du restaurant Tamka 43, à Varsovie, après avoir fait ses armes dans les plus prestigieuses cuisines du monde, de l'Espagne au Danemark, il est aujourd'hui l'un des meilleurs chefs polonais. Il a préparé spécialement ce plat, en respectant le style de son restaurant.



Robert Trzpek préparant son épaule de veau.
ADAM STEPIEN/ AGENCJA GAZETA

Epaule de veau et sa purée de courge accompagnées de mûres
120 g d'épaule de veau
200 g de courge (sans peau ni graines)
Sauce à base de beurre noisette (bouillon de volaille réduit, vinaigre, beurre noisette)
Mûres marinées dans du sirop et de la Zubrówka (vodka polonaise traditionnelle à base de seigle et d'herbe aromatique de turówka, connue aussi sous le nom de « vodka à l'herbe de bison »)
50 ml de lait
100 g de beurre
Huile végétale
Sel de mer de Maldon

Faire cuire l'épaule de veau sous vide à 62 °C entre 62 et 70 heures (on peut aussi faire cuire l'épaule de veau dans du bouillon, à feu très doux, durant 6 heures).
Pour la purée de courge, couper la pulpe de la courge crue en petits cubes d'environ deux centimètres. Faire revenir le beurre dans une poêle, ajouter la courge et la faire cuire jusqu'à ce qu'elle devienne dorée et qu'elle ramollisse un peu. Ajouter le lait et laisser cuire environ 5 minutes, jusqu'à ce que la courge commence à se décomposer. Verser la courge dans un récipient et mixer jusqu'à obtention d'une purée lisse. Ajouter le beurre et mélanger pour obtenir une consistance homogène. Saler.
Faire revenir à l'huile végétale l'épaule de veau cuite. Sur une assiette, déposer ensuite la purée de courge et, au milieu, l'épaule de veau.
Mettre dans une coupelle à côté les mûres marinées dans du sirop et de la Zubrowka.
Saupoudrer la viande de sel de mer de Maldon.
Servir le plat nappé de sauce faite à base de bouillon de volaille et de beurre noisette. ■

(GAZETA WYBORCZA)
Traduit du polonais par Elisabeth Kulakowska

Le Monde
Jeudi 18 octobre 2012

VU DES ÉTATS-UNIS Pour Michael Bloomberg, le maire républicain de New York, les dirigeants européens doivent faire preuve de courage et investir dans l'avenir

« L'Europe a besoin de leadership »

Michael Bloomberg, fondateur du groupe Bloomberg, est maire de la ville de New York depuis 2002.

Selon vous, que doivent faire les Européens aujourd'hui ?

Il n'y a pas de réponse facile, ni indolore. A mon avis, vous devriez améliorer la compétitivité, équilibrer vos budgets et investir dans l'avenir. Mais, à tout cela, les gens disent : *« D'accord, mais dans une période aussi difficile, je ne veux pas faire ceci ou je ne peux pas faire cela parce que l'opinion ne l'acceptera pas. »*

Il est très difficile de vendre des mesures d'austérité pour équilibrer le budget quand on a un chômage important ; il est très difficile de faire des investissements à long terme, avec des résultats qui ne se feront sentir que dans cinq, dix ou vingt ans, quand il y a peu de liquidités disponibles et que les gouvernements n'ont pas d'argent. Quand les problèmes sont nombreux, il est très difficile d'obtenir l'accord de l'opinion pour changer la législation du travail, ouvrir les frontières ou adopter des mesures qui rendent un pays plus productif.

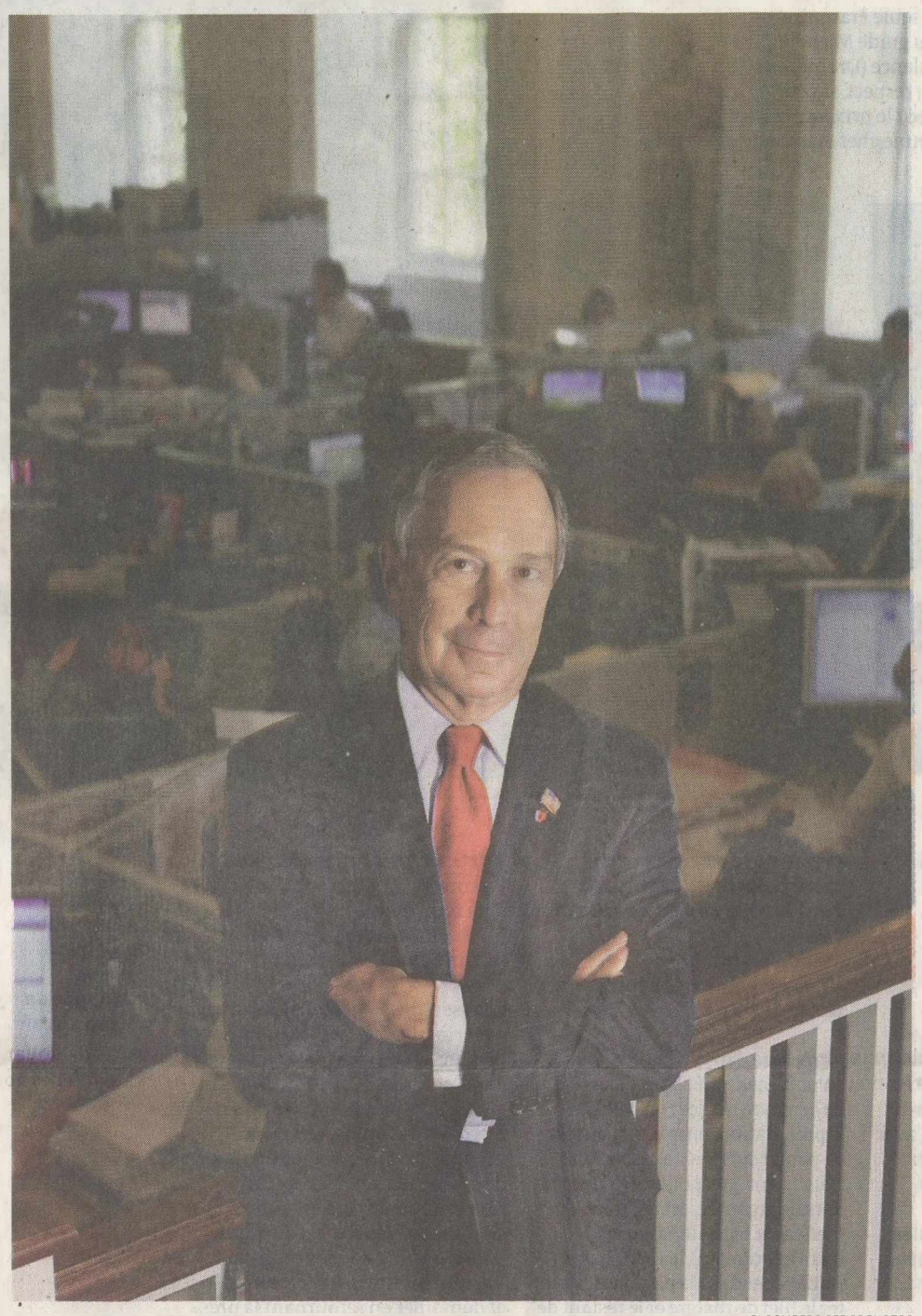
Quelle est l'erreur dans laquelle nous ne devrions surtout pas retomber ?

Pensez à ce qu'était New York dans les années 1970. New York avait cessé d'investir pour l'avenir, New York avait renoncé à maintenir l'ordre dans la rue et à collecter les ordures, New York n'avait plus aucune idée et la ville se décomposait. La population a commencé à diminuer et il nous a fallu deux ou trois décennies pour nous en sortir.

Il y a six ans, alors que les recettes augmentaient, que les taxes étaient faibles et que les investissements généraient sans cesse de nouvelles recettes, je me suis dit qu'un jour ou l'autre tout cela allait fatalement s'enrayer. Nous avons donc mis de côté 6 milliards de dollars de recettes fiscales. Et, bien entendu, après 2008, nous avons subi la crise, et nous avons utilisé ces réserves, qui seront épuisées l'année prochaine, mais qui nous auront permis de surmonter cette période très difficile sans interrompre nos investissements.

Quel est l'élément-clé pour sortir de la crise ?

Le leadership. L'Europe a besoin de leadership. J'ignore comment les choses finiront par tourner, mais on peut penser que David Cameron fait ce qu'il faut. Il a adopté un budget d'austérité, qui est certes impopulaire au Royaume-Uni, mais il a pris le taureau par les cornes. Je ne sais pas s'il a raison ou s'il a tort, mais il fait preuve de courage. Serait-il possible de faire de même en Espagne, avec un taux de chômage énorme ? En Italie ou en Grèce, où la proportion de gens qui paient des impôts est relativement faible ? En Amérique, tout le monde paie des impôts.



BLOOMBERG OFFICE PHOTOS

Par où faudrait-il commencer ?

Christine Lagarde, la directrice générale du FMI, est sans doute quelqu'un d'extrêmement sérieux et responsable, mais les organismes supranationaux ne peuvent pas résoudre tous les problèmes. Au bout du compte, ce sont les gouvernements nationaux qui doivent convaincre les électeurs de les suivre, et il leur est très difficile de dire qu'il va falloir faire des sacrifices. Tout le monde souhaite la stabilité budgétaire, mais personne n'accepte qu'on augmente ses impôts ou qu'on diminue ses prestations sociales !

Que pensez-vous des mesures prises par l'Italie pour régler ses problèmes et réduire l'impact négatif qu'elle a sur l'Europe ?

Les Italiens font preuve d'un optimisme qui est inscrit dans leur culture. Cela dit, ils sont confrontés à d'énormes problèmes économiques. Le fond de la question, c'est qu'ils ont dépensé de l'argent qu'ils n'avaient pas et qu'ils n'ont pas investi dans des choses d'avenir. Le plus inquiétant en ce moment en Amérique, c'est que nous avons fermé nos frontières, nous laissons entrer moins d'immigrants, alors que, par exemple à New York, nous en aurions besoin parce que ceux-ci créent des emplois, ils créent des entreprises. On assiste aujourd'hui dans toute l'Europe, de l'Irlande jusqu'en Turquie, à une vague anti-immigrés. Tout d'un coup, les problèmes locaux prennent une importance énorme. Il fut un temps où l'immigration polonaise donnait lieu à des débats en Europe, et aujourd'hui on constate que la Pologne est la superpuissance économique de l'Europe. Il faut absolument apporter du sang neuf.

La crise a commencé ici en 2008 avec la faillite de Lehman Brothers. Pensez-vous que Wall Street porte une part de responsabilité dans la crise de l'euro ?

Je ne suis pas d'accord avec cette analyse. Je pense que si Lehman s'est effondré, c'est parce que dans le monde entier les gens voulaient bénéficier d'un prêt hypothécaire, que leur fonds de pension prenne de la valeur et un crédit pas cher, et c'est comme ça que s'est créée la bulle. C'était le public, c'était le gouvernement, c'était le secteur privé, et puis tout a explosé. J'ai 70 ans et toute ma vie j'ai attendu que quelqu'un invente le mouvement perpétuel, et ça ne s'est jamais produit. Vous savez, ce genre de choses évolue par cycles, les phases de redescente sont brutales, et ensuite, peu à peu, le redressement s'opère.

Le véritable dommage causé en Amérique par la crise des prêts hypothécaires est que l'expansion de ces prêts a masqué un changement fondamental dans la main-d'œuvre mondiale. Du fait que tout le monde construisait, on a créé des tas d'emplois. Quand ça a été fini, les emplois ont disparu.

Lors de la campagne présidentielle, les deux candidats ont critiqué l'Europe. L'Europe est quasiment devenue un gros mot dans la politique américaine : l'Atlantique se serait-il élargi avec la crise économique ?

L'océan Atlantique a toujours été large. Je sais bien que le 11-Septembre a montré que le monde était devenu plus petit, mais l'Amérique reste un cas particulier. Une forte proportion de nos représentants au Congrès ne possèdent pas de passeport. Beaucoup de nos journalistes ne sont jamais allés à l'étranger. Ils disent que les Etats-Unis traversent une énorme crise : ils ont vu un type obligé de manger son hamburger sans frites, c'est donc qu'il est pauvre !

Baladez-vous un peu dans le monde : certains n'ont rien du tout à manger... C'est une chose que l'Amérique ne comprend pas. Ne vous souciez pas de la façon dont les Américains voient l'Europe. Les politiciens cherchent à se faire élire : ils rejettent donc la faute sur les autres. Nous avons créé une culture dans laquelle il doit y avoir un coupable, et, quel que soit ce coupable, ce n'est pas nous. Alors nous critiquons l'Europe, la Chine...

En situation de crise, quand les gouvernements opèrent des coupes dans les budgets des programmes sociaux ou éducatifs, la philanthropie peut-elle constituer une solution ?

Non, parce que les sommes en jeu ne sont pas à la même échelle. La philanthropie est capable de financer des projets de démonstration, d'innovation ou de mise à l'essai, mais, quand il s'agit de fournir des services à 6,6 milliards d'individus de par le monde, le poids de la philanthropie privée est négligeable. J'ai fait un don de 50 millions de dollars au Sierra Club pour étudier la possibilité de fermer les usines de charbon.

J'ai déboursé 600 millions de dollars pour encourager les gens à arrêter le tabac, qui va tuer un milliard de personnes au cours de ce siècle. J'ai dépensé 100 millions de dollars sur la question de la circulation automobile, qui sera d'ici quelques années la cinquième cause de décès mondiale. Il est donc possible de faire certaines choses à titre privé, mais, d'une façon générale, non, il faut de l'argent public pour agir. A vous de décider si vous souhaitez dépenser ou pas cet argent, et d'aller le chercher auprès des gens qui en ont. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIO CALABRESI (LA STAMPA).
Traduit de l'anglais par Gilles Berton

Vu de Pékin Le Vieux Continent et son « soft power » permettent d'équilibrer la relation avec le géant américain

La Chine veut puiser dans l'expérience sociale européenne

Au cours des deux dernières années, les relations entre la Chine et l'Europe ont beaucoup progressé. Dans l'ensemble, elles sont bonnes. Nous n'avons aucun conflit grave, en dépit de quelques problèmes comme les demandes antidumping. Mais c'est naturel : l'Europe est un grand partenaire stratégique de la Chine.

Cui Hongjian, 42 ans, directeur des études européennes à l'Institut chinois d'études internationales, nous reçoit au siège de cet organisme associé au ministère des affaires étrangères, à Pékin. Le commerce entre la Chine et l'Union européenne (UE) a quadruplé au cours des dix dernières années. Avec 428 milliards d'euros d'échanges en 2011, l'Union européenne est aujourd'hui le premier partenaire commercial de la Chine et son premier débouché à l'export, tandis que la Chine est le second partenaire de l'Europe, derrière les Etats-Unis.

Comme l'un des principaux points communs entre la Chine et l'Europe, M. Cui cite le souhait d'un *« développement pacifique »*. *« Quand l'Europe propose une intervention militaire quelque part, c'est pour arrêter quelque chose, pas pour en retirer quelque chose,* dit-il en référence aux Etats-Unis. *Nous aussi, nous partageons une vision multipolaire du monde, même s'il nous arrive d'avoir une idée différente de ce concept. Pour l'Europe, multipolarité signifie multilatéralisme. Il nous faut encore trouver des points communs plus concrets pour traiter d'affaires difficiles comme la Syrie ou l'Iran. »*

Parmi les points de friction, il mentionne les différends commerciaux et les droits de l'homme. Cependant, ces derniers *« ne sont pas un grand problème entre la Chine et l'Europe. Mais les hommes politiques européens se sentent obligés de poser fréquemment cette question en Chine pour répondre à l'opinion publique. Et je comprends la perception des droits de l'homme qu'ont les Européens, puisqu'ils ont été éduqués ainsi. »*

L'un des aspects de l'Europe que les Chinois apprécient le plus, assure-t-il, est son expérience dans le règlement des conflits historiques, *« comme la façon dont s'est faite l'intégration pour surmonter les problèmes hérités de la deuxième guerre mondiale »*. Et de citer un sondage réalisé par une université chinoise, selon lequel plus de 70 % des Chinois ont une vision positive de l'Europe. *« La puissance de l'Europe est une puissance tranquille. Pour la majorité des Chinois, l'Europe est une région pacifique, belle et romantique, et les Européens ont un mode de vie attractif. »*

Récemment toutefois, note Cui Hongjian, la préférence des Chinois pour l'Europe a *« un peu diminué »* pour deux motifs : la crise de la dette – *« ils se demandent pourquoi les Européens passent autant de temps à discuter au lieu d'agir »* – et, d'autre part, les informations négatives sur la Chine et l'absence de progrès sur des questions sensibles telles que le refus de reconnaître à l'empire du Milieu le statut d'économie de marché ou la levée de l'embargo sur les armes, imposé par l'UE après la répression de la place Tiananmen en 1989.

> **« Peut-être avons-nous trop appris des Etats-Unis au cours des trente dernières années »**
> **Cui Hongjian**
> chercheur à l'Institut chinois des études internationales

Pour ce chercheur, l'une des difficultés pour la Chine est la gestion des relations avec l'Union d'un côté et les Etats membres de l'autre, qui fait naître des soupçons : les Chinois chercheraient-ils à jouer sur les divisions entre Européens ? *« Au cours des deux dernières années, la Chine a intensifié très rapidement sa coopération avec l'Allemagne. Elle a aussi renforcé ses relations avec les pays d'Europe centrale, et tout cela a suscité des interrogations. »* D'après lui, Pékin l'a fait pour gagner du temps parce que 90 % des débats au sein de l'UE à cette période portaient sur la crise de la dette. Or, cette crise faisait chuter les exportations chinoises. *« La Chine doit faire quelque chose pour enrayer ce déclin des exportations. D'autant plus que ces pays sont demandeurs. »*

L'absence d'instance unique de décision en Europe est un problème pour la Chine, *« mais aussi pour l'Europe »*, prévient-il, même si *« quelquefois cette diplomatie d'équilibre est bonne pour la Chine : jouer d'un certain type de relations avec l'UE et d'autres avec les Etats membres pour faire pression sur Bruxelles. Mais je crois que nous gagnerons en efficacité quand il y aura une seule personne pour traiter avec la Chine. »*

Et de poursuivre : *« La clé est de savoir dans quel contexte ceci va se produire. Si nous avons des Etats-Unis d'Europe à l'image des Etats-Unis d'Amérique, nourrissant des intentions de superpuissance et d'unilatéralisme, ce sera mauvais parce qu'il y aura peut-être plus d'affrontements entre les trois grandes puissances. Il nous faut travailler ensemble pour bâtir un monde plus équilibré, dans lequel les Etats-Unis ne contrôlent pas tout. »*

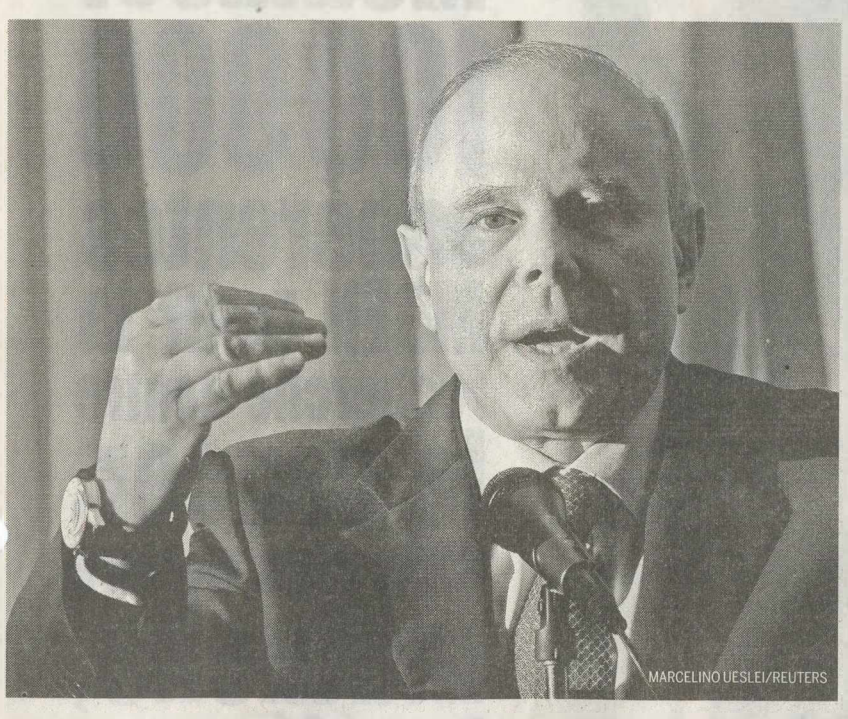
« Au cours des trente dernières années, poursuit le chercheur, *la Chine a connu une forte croissance économique, mais cela n'est pas suffisant. La Chine aspire à un développement stable et durable au cours de trente autres années. C'est donc un bon moment pour apprendre davantage de l'expérience européenne. Nous voulons la croissance, mais nous avons besoin aussi de justice sociale. Et l'expérience, en ce domaine, est en Europe. Peut-être qu'au cours des trente dernières années, la Chine a trop appris des Etats-Unis. »*

En définitive, pour M. Cui, *« ce que souhaite la Chine, c'est une Union européenne plus forte, plus puissante et influente, mais différente des Etats-Unis. Une Europe qui ne changerait jamais ses idéaux de puissance tranquille »*. ■

JOSÉ REINOSO (EL PAIS)
Traduit de l'espagnol par François Pleyber

VU DU BRÉSIL Pour le ministre des finances Guido Mantega, l'Union européenne doit compléter ses mesures d'économies par une relance de la croissance

« Il faut aller plus loin et plus vite »


MARCELINO UESLEI/REUTERS

Brasilia
Envoyés spéciaux

Guido Mantega est l'un des rares ministres des finances en exercice depuis plus de six ans. Ancien économiste, né en Italie en 1949, il est l'homme fort du gouvernement brésilien. Député fin connaisseur des politiques monétaires internationales, il a été un des principaux acteurs du miracle économique du gouvernement de Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2011).

Vous étiez récemment à Londres et à Paris, que pensez-vous des moyens mis en œuvre pour combattre la crise ?

Nous n'avons pas vu d'achat de dette par la Banque centrale européenne (BCE). Le Fonds européen de stabilité financière (FESF) ne fonctionne pas, alors que cette mesure avait été annoncée il y a plus d'un an. Les problèmes persistent de façon très grave en Grèce, et en Espagne, qui n'a pas réussi à se mettre d'accord avec le Conseil européen pour savoir si elle réclamait de l'aide. Les solutions proposées ne concernent que les problèmes visibles, autrement dit, la possibilité de krach des banques et le refinancement de la dette souveraine. Les mesures évoquées pourront mettre fin au stress de ces deux marchés, mais elles ne résoudront pas la question centrale de la reprise économique.

J'ai retenu de mes entretiens que les capitales européennes travaillent à une solution à long terme. Cette stratégie, définie principalement par l'Allemagne, consiste à procéder d'abord à un grand assainissement dans les pays, à réduire la dette et à diminuer les dépenses. Ce n'est qu'ensuite qu'une aide sera apportée aux pays dans le besoin. Mais, d'ici là, on ne fait rien pour eux. Il s'agit de savoir si cette démarche qui consiste à dire aux populations que les salaires vont continuer à baisser et que le travail va continuer à manquer pendant encore deux ou trois ans est politiquement viable. C'est une stratégie bien téméraire, car nous comptons déjà quatre années de crise !

Voulez-vous dire que l'Europe ne s'est pas posé les bonnes questions pour répondre à la crise ?

La stratégie proposée est incomplète. Elle comporte une partie qui fait sens en essayant de résoudre le problème de la dette, mais il manque la partie stratégique pour permettre un retour de la croissance. Il faudrait par exemple mettre en place un projet de fonds d'investissement européen pour investir dans des infrastructures.

Comme l'a suggéré François Hollande ?

Oui, mais, même avec M. Hollande, je ne vois pas cette question à l'ordre du jour. Sa proposition consiste à réaliser une économie de 30 milliards d'euros, en augmentant les impôts et en réduisant les dépenses. Mais où est le programme d'investissement ? La Banque de développement européenne proposée par M. Hollande existe déjà mais ne fonctionne pas. Il faut penser d'urgence à une stratégie qui écourte la crise. Le temps presse. Comme l'a dit John Maynard Keynes, sur le long terme, nous serons tous morts...

Si nous nous plaçons dans la perspective des pays qui souffrent le plus comme l'Espagne, le Portugal ou la Grèce, trouvez-vous que l'attitude de l'Allemagne est acceptable ?

Je pense que l'Allemagne ne regarde que dans une seule direction. Elle fait une proposition d'assainissement qui me paraît, certes, logique pour l'électeur allemand, qui ne veut pas endurer les préjudices ni souffrir du manque de responsabilité des autres pays. Toutefois, les Allemands seront également les perdants si les banques espagnoles font faillite. Berlin devrait être plus flexible. Prenez les gouvernements espagnol et portugais, qui affichent une réelle bonne volonté. Il devrait y avoir plus de souplesse pour les aider au lieu de leur mettre le couteau sous la gorge.

> **« L'Allemagne regarde dans une seule direction. Les Allemands seront perdants si les banques espagnoles font faillite »**

C'est bien la confiance qu'il faut rétablir. Prenez l'exemple du sommet du G20 à Londres en 2009. Quelle a été sa principale vertu ? Le fait de travailler ensemble et de récupérer cette confiance. Les choses se sont calmées, les investissements ont repris, et l'industrie mondiale est repartie peu de temps après. En 2010, les capitales européennes n'ont pas été capables de prendre le problème dès le départ.

Alors ?

L'année 2012 est perdue pour l'Europe. Le but est d'éviter aujourd'hui que les prochaines années soient encore plus difficiles. Il faut aller beaucoup plus loin et beaucoup plus vite. Je ne critique pas la BCE, mais elle devrait mettre en application les mesures qui ont été décidées. Mario Draghi est un bon leader et une personne de confiance, mais il faut garder en tête que la Réserve fédérale américaine avait agi dès le début de la crise aux Etats-Unis. Elle a mieux contrôlé la situation.

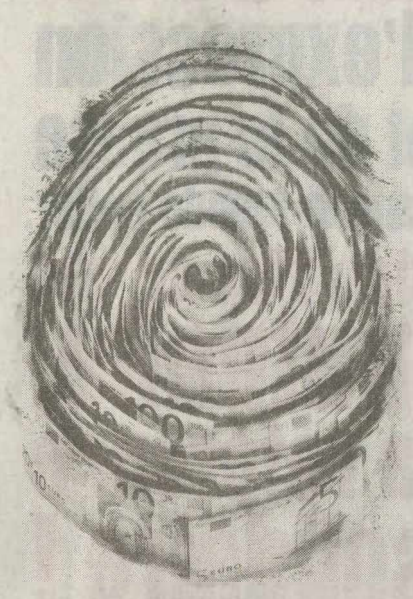
L'an dernier, vous aviez évoqué la possibilité de fournir, dans le cadre du FMI, une aide financière à l'Europe pour surmonter la crise. Qu'en est-il ?

La proposition est toujours sur la table. Mais, pour le moment, les conditions que nous avons proposées n'ont pas été remplies par les Européens. Nous demandons, par exemple, le démarrage du Fonds de stabilité européen. L'idée étant de fournir une aide financière après que les capitales européennes auront investi de leur côté pour surmonter la crise. Avec les autres pays des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), nous avons décidé d'augmenter notre contribution au FMI à hauteur de 80 milliards de dollars. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANCHO BARÓN (EL PAIS) ET NICOLAS BOURCIER (LE MONDE)

LA PUB AU SECOURS DE L'EURO

L'euro est mal aimé. Les Européens doutent de leur monnaie unique. Comment les séduire ? Comment convaincre les citoyens de la zone euro des attraits d'une monnaie commune ? *Europa* a demandé à des publicitaires des pays des six journaux partenaires de plancher sur la question. Sollicitée par *La Stampa*, l'agence italienne DLV BBDO *(ci-contre)* a choisi de présenter l'euro sous la forme d'une empreinte digitale, symbole de notre identité commune.



Touch Ideas

Pologne En période de crise, l'argent devient plus important que la cohésion. Les relations européennes ont été entachées de reproches et de craintes devant l'effondrement de la zone euro. Les pays riches accusent ceux du Sud d'insouciance financière, les moins riches se sentent exploités. Tous en ont assez d'une idéologie communautaire sans filet. Le slogan « Ensemble nous gagnerons plus » explique à quoi sert la monnaie commune, pourquoi il faut la garder, et la présente comme un atout commun. ■

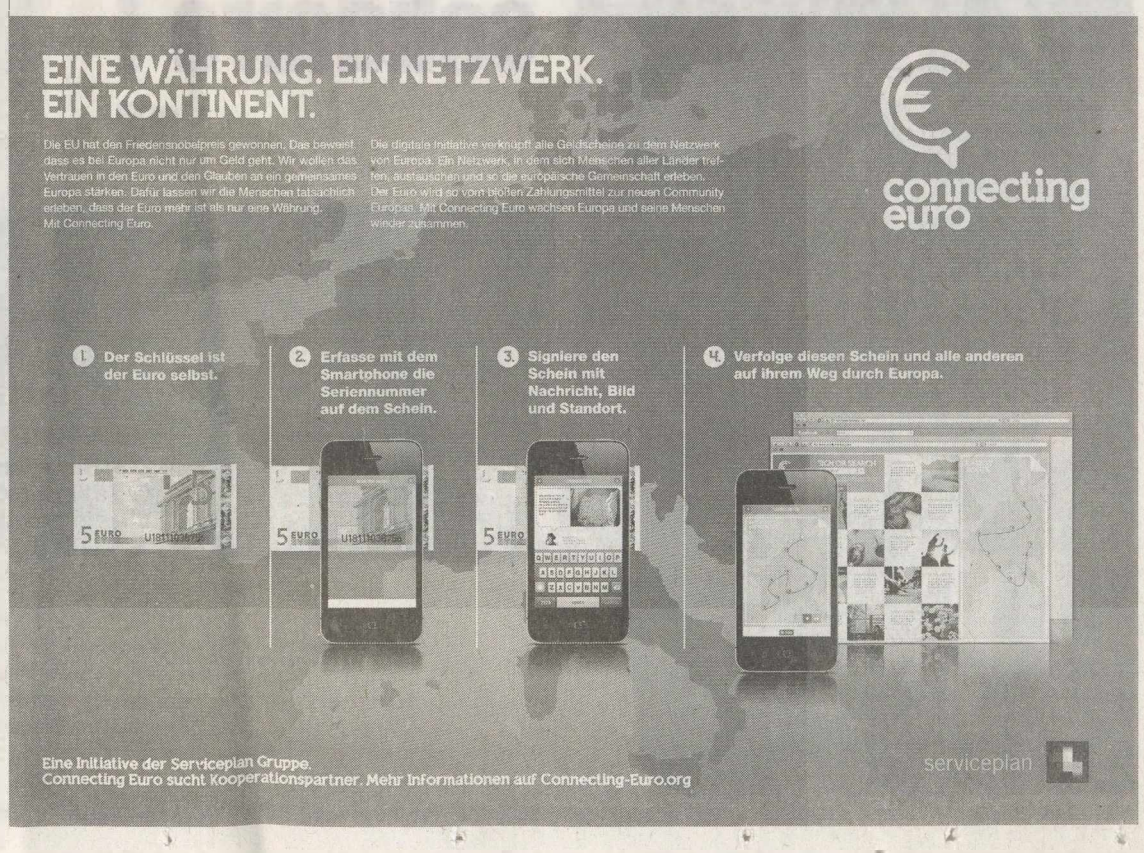
(GAZETA WYBORCZA)
Traduit du polonais par Elisabeth Kulakowska

Agence H, groupe Havas

France L'euro est mal barré. Alors que 45 % des Français estiment que l'euro a plutôt été un handicap face à la crise et que 40 % des Allemands souhaitent un retour au mark (sondages IFOP du 6 septembre), l'enjeu d'une revitalisation de l'image de notre monnaie unique ne peut être qu'une question de slogan. Il lui faut un acte fort qui change sa physionomie. Notre euro a deux barres. Comme illustration de sa *« stabilité »*, nous dit la BCE. Ne pourrait-on y voir une pâle copie des graphies du yen et du dollar, ces monnaies auxquelles nous souhaitions tant ressembler ? Alors, enlever un trait à l'euro, c'est retrouver l'epsilon grec et nos racines antiques. C'est surtout faire naître un autre symbole, mathématique et universel, que chaque écolier a dessiné et dessinera : celui qui indique l'ensemble. Certes, cela n'effacera pas les doutes... mais il vaut mieux retirer une barre à l'euro que tirer un trait dessus. ■

(LE MONDE)

ServicePlan

Allemagne L'UE a reçu le Nobel de la paix. Cela prouve qu'elle n'est pas qu'une question d'argent. Nous voulons renforcer la confiance dans l'euro et la foi en une Europe commune. Connecting Euro est une initiative numérique qui établit un lien entre tous les billets de banque et le réseau formé par l'Europe. L'euro quitte ainsi son statut de simple moyen de paiement pour devenir une nouvelle *community*. Avec Connecting Euro, l'Europe et ceux qui l'habitent sont de nouveau unis. La clef, c'est l'euro lui-même. Il s'agit de saisir le numéro de série du billet avec un smartphone, de signer le billet en ajoutant message, photo et lieu où l'on se trouve. Ainsi, on peut suivre ce billet et tous les autres dans leur parcours à travers l'Europe. ■

(SÜDDEUTSCHE ZEITUNG)
Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni